

1. Titre : Le royaume d'Arabie Saoudite. Géopolitique du royaume d'Arabie Saoudite. Un développement rapide depuis un demi-siècle. Pour quel avenir ?
2. Lieutenant colonel Marc Mantel / Armée de l'air française
3. Date de la rédaction : d'octobre 99 à janvier 2000
4. Division B
5. Mémoire de géopolitique
6. Synthèse : Le royaume d'Arabie Saoudite fascine par ses extrêmes : le désert, la religion, la culture. Si le pétrole constitue la richesse essentielle de ce pays depuis un demi siècle, l'étude géopolitique du pays montre que la monarchie n'a pas encore su prendre le chemin de la diversification de ses ressources ce qui constitue une de ses fragilités. Dans l'état actuel, le pétrole lui permet de vivre sur le rythme des dernières décennies encore un siècle. Le potentiel démographique est la seconde source d'instabilité majeure. La population va doubler d'ici une génération. Aujourd'hui, le pays n'est pas capable d'en absorber les conséquences tant sociales qu'économiques. Enfin, l'Arabie Saoudite reste une puissance de second ordre qui n'assure son rôle de médiateur régional que grâce au soutien tant économique que militaire des Etats-Unis. Les principales dernières menaces viennent du retour potentiel de l'Irak sur le marché pétrolier, du déséquilibre apporté par les découvertes d'or noir au Yémen et par conséquent des changements potentiels au niveau de la région.
7. Mots Clés : Arabie Saoudite – monarchie - Moyen-orient - géopolitique – wahhabisme – pétrole – eau– désert

Le royaume d'Arabie Saoudite

Géopolitique du royaume d'Arabie Saoudite. Un développement rapide depuis un demi-siècle.
Pour quel avenir ?

Table des matières

1. La géographie	4
1.1. La réalité du relief.....	4
1.2. Le désert.....	5
1.3. La frontière : organe vivant.....	6
1.4. La place de la capitale	8
1.5. Les façades à la mer.....	8
1.6. L'obsidionalité ou le sentiment d'être assiégé	9
1.7. Les montagnes comme sanctuaire de la rébellion.....	10
1.8. La fonction géopolitique du détroit d'Ormuz.....	10
2. L'identitaire	11
2.1. Le rôle religieux.....	11
2.2. L'ethnie	14
2.3. La culture.....	15
2.4. La démographie.....	19
3. La géoéconomie.....	20
3.1. L'eau.....	20
3.2. Le pétrole.....	22
3.3. Le gaz.....	25
3.4. L'agriculture.....	26
3.5. Le contrôle des ressources.....	27
4. Conclusion.....	29
Bibliographie	31
Annexe : carte du royaume d'Arabie Saoudite.....	32

Le royaume d'Arabie Saoudite fascine à plusieurs titres. C'est tout d'abord l'aridité de son relief et le mystère qui émane de ses immensités désertiques. C'est ensuite l'extrémisme d'une religion qui guide un peuple entier selon des schémas incompréhensibles par un esprit occidental. Enfin, c'est l'explosion économique, récente et issue de la seule richesse pétrolière, mais qui permet au pays de faire surgir du sable des cités ultramodernes à la limite de l'irréel. La découverte du pétrole dans les années trente fut le facteur déclenchant de la mutation du royaume. La prospérité soudaine et l'importance stratégique de ce pays reconnue dans le monde auraient pu être une source d'instabilité irrémédiable.

* *
*

Force est de constater qu'un demi-siècle est passé et que l'Arabie Saoudite a su éviter jusqu'à aujourd'hui tant les tensions internes dues aux changements sociaux et économiques gigantesques que le danger d'une politique extérieure aux visées régionales hégémoniques. Quoi qu'il en soit, le risque perdure. La richesse du royaume fluctue au rythme du cours du pétrole et l'aisance a momentanément disparu. La modernité s'allie difficilement à une organisation de société fondée sur le wahhabisme, forme la plus austère de l'islamisme sunnite. Mais comme dans tous les pays du Moyen-Orient, le temps ne compte pas. L'Arabie Saoudite évolue à son rythme, selon sa culture, dans une politique essentiellement attentiste. Il se passera certainement encore des décennies avant que ce riche pays s'ouvre à la démocratie car tout s'y oppose : l'importance et l'influence de la religion, la structure tribale du peuple saoudien, l'éphémère de sa richesse économique aujourd'hui monolithique. De plus, ce souhait typique des schémas de pensée occidentaux n'a pas de fondement dans la culture saoudienne. Le royaume d'Arabie Saoudite profite depuis un demi-siècle de cette manne « divine ». Peuple bédouin, son retour possible dans le désert ne lui fait pas peur. C'est compréhensible: il est fascinant.

* *
*

C'est au travers d'une démarche académique que sera développée l'analyse géopolitique du royaume d'Arabie Saoudite. Trois éclairages permettront de développer le sujet : la géographie, l'identitaire et pour finir, la géoéconomie.

1. La géographie

1.1. La réalité du relief

Le relief de l'Arabie Saoudite est très austère. D'ouest en est se succèdent plaine côtière, chaîne montagneuse de 2500 mètres d'altitude et grand plateau au sein duquel la vie n'exista à l'origine qu'autour des quelques oasis de la région. Cette aridité justifie la faiblesse numérique de la population et sa répartition géographique.

Le royaume est constitué pour la majeure partie d'un vaste plateau, qui est bordé par des montagnes à l'ouest, le Hedjaz et l'Assir, et au sud, l'Hadramaout. Ce plateau descend doucement à l'est vers le golfe Arabo-Persique. Le Hedjaz est situé au bord de la mer rouge à l'ouest. Cela signifie «barrière » en arabe. C'est une chaîne de montagnes d'une altitude

d'environ 2500 à 3000 mètres. La plaine ouest qui le longe, appelée plaine de la Tihana, a toujours été un nœud commercial depuis les temps séculaires : il s'y vendait alors l'encens, la myrrhe. Sous Djeddah, ville située sur cette côte ouest, se trouvent les lieux saints : La Mecque et Médine. Dans le prolongement sud du Hedjaz, la région s'appelle l'Assir. A l'intérieur, ces chaînes de montagne laissent place à un plateau aride et désertique situé à une hauteur moyenne de 1000 mètres : le Nedj. C'est le berceau du Wahhabisme, religion officielle de l'Arabie Saoudite. Ce plateau descend progressivement d'ouest en est. C'est le territoire des bédouins. Certaines régions qui le constituent n'ont jamais connu la colonisation. Au sud du Nedj se trouve le Roub al Khali (le désert des déserts), sans ressource hydraulique et inhabité. Il renferme probablement du pétrole, ce qui explique les tensions avec les états riverains du Yémen et territoire d'Oman. Le Hassa forme à l'est une bande côtière de 60 km de large sur 500 km de long. C'est une province riche qui recèle la quasi-totalité des ressources pétrolières du royaume et le quart des réserves mondiales d'or noir. Mieux pourvu en eau, le Hassa a toujours connu une certaine activité agricole, notamment autour de Hofouf et de Qatif, deux oasis marquées par une vieille présence chiite. Contrairement au Nedj, où le climat est très sec, les côtes du Hedjaz, comme celles du Hassa, connaissent souvent un taux d'humidité étouffant.

La carte en annexe permet de visualiser ces différents éléments.

1.2. Le désert

Le désert couvre la presque totalité du pays. Jusqu'à la découverte du pétrole dans les années 30 et l'expansion qui a suivi, il a empêché les mouvements humains et rendu difficile l'unité du peuple. D'un autre côté, il a permis aux tribus d'être à l'abri des flux colonisateurs. Aujourd'hui, il n'est pas rare de voir des familles entières, sédentarisée depuis « l'ère Fayçal », quitter à la nuit tombante les grandes villes et leur éclairage artificiel pour passer une partie de la soirée et de la nuit en limite de banlieue dans le désert. Cette immensité mystérieuse et fascinante fait fondamentalement partie de leur culture.

98% du territoire de l'Arabie Saoudite est désertique ou semi-désertique. Au nord et au sud s'étendent trois grands déserts: le Néfoud, au nord-ouest, l'Ad-Dahna et le Roub al Khali au sud. Cela signifie le « Quartier vide » en arabe. Le Roub al Khali est un immense désert, particulièrement aride. Il est souvent privé de la moindre goutte de pluie pendant plusieurs années de suite. Il sépare au sud le royaume saoudien des montagnes de l'Oman et du Yémen. Le premier Européen à le traverser fut Bertram Thomas en 1930, les nomades ne fréquentant que ses lisières. Aujourd'hui, il est le théâtre d'une intense activité de prospection pétrolière.

L'immensité désertique du pays a un aspect géopolitique important qui tient au contrôle des populations dans cette partie du territoire. Dans les vastes régions désertiques, les nomades échappent souvent au regard des autorités. Il y a quelques siècles, d'anciennes rivalités entre tribus ont parfois dégénéré en combats farouches. Le processus de modernisation et la prospérité apportés par le pétrole ont drainé les tribus des déserts vers les villes. Mais ce désert reste néanmoins fascinant pour le peuple saoudien. Il demeure un lieu de fête. Chaque soir, à la bordure des villes, il devient un lieu de rassemblement familial, essentiel dans la culture saoudienne.

1.3. La frontière : organe vivant

Pour les populations nomades, la notion de limite dans le désert est une aberration de l'esprit. C'est même parfois une notion inconnue. De plus, le désert marque de facto l'impossibilité matérielle de dresser une frontière réelle. C'est pourquoi les documents officiels donnent pour l'Arabie Saoudite une superficie comprise entre 1 750 000 km² et 2 200 000 km², selon les estimations. En effet, les frontières du sud-est et du sud comme celles du nord ne sont pas délimitées avec précision et font l'objet de contentieux avec les pays concernés. Globalement, le royaume d'Arabie Saoudite occupe les 4/5 de la péninsule arabique. Aujourd'hui, derrière la notion de frontière se trouvent des enjeux économiques évidents. L'inventaire des litiges est long. Ces désaccords datent parfois des époques tribales.

La naissance des frontières s'explique tout d'abord au travers de l'histoire du royaume. En 1901, Abdelaziz, alors âgé de vingt ans et fils du chef de la tribu Saoud Abderrhaman El Fayçal, entreprend la lutte pour la reconstitution de son territoire. Cela se concrétise en 1926 par la création du « Sultanat du Hedjaz , Nedj et de ses dépendances ». Mais à ce moment là, le territoire saoudien est enclavé: les Turcs ont toute la région côtière est. En 1913, Abdelaziz Ibn Saoud¹ s'empare alors de cette région en profitant que la Turquie est engagée dans les guerres balkaniques. Après la première guerre mondiale, la domination britannique succède à la domination ottomane. La lutte ancestrale entre les tribus Saoud et Chammar prend fin en 1921 et voit l'annexion de la province de l'Arid par Abdelaziz. C'est le sultan puis roi Abdelaziz Ibn Saoud qui unifie l'Arabie Saoudite au travers des différentes guerres qui suivent pour créer le royaume en 1932. Depuis, le pays a gardé les mêmes limites.

La plupart des pays limitrophes de l'Arabie Saoudite ont des contentieux frontaliers avec celle-ci. En premier lieu, le cas des Emirats Arabes Unis (EAU) présente des enjeux économiques importants. En 1913, lors de la conquête de la région du Hassa à l'est de la péninsule par Abdelaziz Ibn Saoud, la présence des Britanniques l'empêche de s'approprier l'ensemble de la façade arabe sur le Golfe. En 1955, les soldats britanniques sont encore là pour s'opposer aux tentatives saoudiennes sur l'oasis de Bouraymi, à la lisière d'Oman et d'Abou Dhabi. En 1971, lorsqu'ils quittent la région, les Britanniques assurent l'indépendance des EAU. Malgré cette frustration, la dynastie saoudienne continue d'entretenir avec les Emirats des rapports qui s'apparentent plus à ceux qui lient un suzerain à ses vassaux. A plusieurs reprises, des tentatives ont lieu pour regrouper ces pays. Elles échouent jusqu'à ce que la guerre irako-iranienne² donne à l'Arabie Saoudite l'opportunité qu'elle attendait. Un syndicat de dynasties naît. L'Arabie saoudite en est le chef de file. Entre temps, le prince Fahd, chargé alors par le roi Fayçal de régler les problèmes frontaliers, s'emploie à négocier avec l'émir d'Abou Dhabi, président des EAU, le litige qui les oppose. Fahd marchandise alors au prix fort la reconnaissance par Ryadh de la nouvelle fédération et de ses droits sur Bouraymi: partage du champ pétrolier de Zarrarah, cession d'un débouché sur le Golfe entre le Qatar et Abou Dhabi. L'accord est conclu en août 1974. Mais en 1977, l'Arabie obtient à son avantage un nouveau déplacement de frontière d'une trentaine de kilomètres. En février 1981, en marge du sommet de la Conférence islamique, les six monarchies de la Péninsule

¹ Abdelaziz Ibn Saoud : « Ibn Saoud » signifie « fils de Saoud ». Abdelaziz succéda à son père comme émir du Nedj en 1902 et, à la suite de ses conquêtes, fut reconnu roi du Hedjaz et du Nedj et de ses dépendances en 1926. Il se proclama roi de l'Arabie Saoudite en 1932.

² guerre qui dura de 80 à 88.

annoncent la création du Conseil de coopération des Etats Arabes du Golfe (CCEAG)³. Par le biais de cette organisation et la place de leader qu'elle occupe, l'Arabie Saoudite y fait valoir ses intérêts propres. Depuis, même si les EAU souhaitent renégocier ces accords, les relations diplomatiques restent bonnes avec l'Arabie Saoudite, les Emirats s'alignant le plus souvent sur la politique pétrolière du royaume. Cependant, des inquiétudes réapparaissent depuis peu face aux velléités saoudiennes à dépecer à nouveau la fédération.

Une autre source de conflit frontalier existe vis à vis du Qatar. Jusqu'en 1939, Abdelaziz Ibn Saoud revendique une grande partie du Qatar, ancienne conquête saoudienne, par ailleurs wahhabite comme son royaume. Aujourd'hui des différends frontaliers portent toujours sur la crique de Khor Odeid (entre le Qatar et Abou Dhabi). En effet, à la signature du traité Arabie-EAU en 74, Ryadh accorde au Qatar une aide financière importante et la majeure partie des droits sur le gisement dans cette même baie. Pourtant le différend refait surface lors de la deuxième guerre du Golfe en 91 quand les Qataris, méfiants, refusent l'aide saoudienne. La tension ne fait que croître. Quelques incidents frontaliers meurtriers ont lieu. Après la médiation du président Moubarak, un nouvel accord aboutit en 1992. Ce dernier compromis reste aujourd'hui précaire.

Concernant le Sultanat d'Oman, la situation est stable. Protégé de l'intérieur de la Péninsule par le désert du Roub Al Khali, le sultanat d'Oman a traditionnellement gardé ses distances avec son voisin du Nord.

Enfin, avec ses 13 millions d'habitants, le Yémen constitue une menace pour le royaume d'Arabie Saoudite. Pays divisé puis unifié en 90, le climat qui a suivi n'a fait que renforcer les tensions frontalières. Le nouvel Etat yéménite hérite du contentieux territorial de l'ex-Yémen du nord envers son grand voisin. Larvée, la crise éclate au grand jour à l'occasion de l'invasion du Koweït, quand le Yémen s'oppose à l'envoi de troupes étrangères en Arabie Saoudite et ne cache pas ses sympathies irakiennes au cours de l'opération « Desert Storm » : 700.000 travailleurs yéménites se voient alors retirer leur permis de séjour en Arabie Saoudite et regagnent à la hâte leur pays. La crise politique qui divise le Yémen à partir de 1993 profite à Ryadh. Tout en finançant abondamment le parti islamiste des tribus du Nord du Yémen, l'Arabie Saoudite encourage le vice-président sudiste et ex-communiste Ali Salim Al Baidh à tenir tête au président Ali Abdallah Saleh. Lorsque la crise dégénère en guerre civile en mai 1994, l'Arabie Saoudite prend nettement le parti des sudistes, en leur octroyant une importante aide financière. Outre la volonté de punir Ali Abdallah Saleh pour ses positions pendant la crise du Golfe, plus d'un observateur prête à l'Arabie des visées sur la province de l'Hadramaout qui pourrait lui ouvrir un accès sur l'océan indien. L'échec de la sécession du Yémen est un cuisant revers pour la diplomatie saoudienne. La tension frontalière réapparaît et culmine en décembre 1994 avec des incidents qui font plusieurs dizaines de morts. Finalement, le Yémen et l'Arabie signent en 1995 une déclaration visant à démarquer leurs frontières. Un signe de dégel apparaît lors de la rencontre à Djeddah début juin 1995 du président Ali Abdallah Saleh et du roi Fahd. Il est confirmé en octobre 1995 lorsque le gouvernement saoudien lève l'essentiel des interdictions qui pèsent sur l'embauche de travailleurs yéménites dans son pays.

³ CCEAG : Le Conseil de la Coopération des Etats Arabes du Golfe est constitué des états de l'Arabie Saoudite, du Koweït, Qatar, Territoire d'Oman, des Emirats Arabes Unis et de Bahreïn. Il a été créé en 1981 sous la houlette de l'Arabie Saoudite suite à la volonté hégémonique de l'Iran qui, depuis 1972 cherchait par tous les moyens à exporter sa révolution islamique.

1.4. La place de la capitale

La capitale a été transférée en 1818, de Dir'iyah, petit village au nord ouest du Nefoud vers Riyadh. En 1824, les Saoudiens choisissent cette ville comme capitale de l'État wahhabite. Riyadh est rattachée en 1880 à la ville de Hail à l'est qui est alors la capitale relativement évoluée et pro-ottomane de la grande tribu Chammar. Cela fait suite aux oppositions entre les membres de la tribu Saoud et qui mènent alors à la disparition de l'état. La tribu Chammar est la principale bénéficiaire des dissensions saoudites. En 1902, Abdelaziz Ibn Saoud, fondateur de l'actuel royaume d'Arabie Saoudite, commence sa conquête d'une grande partie de la péninsule arabe par la reprise de Riyadh aux Banu Rachid. La ville est à nouveau déclarée capitale en 1932. Elle est à une position géopolitiquement symbolique à deux titres. Tout d'abord, elle est au centre géographique du pays. Ensuite, c'est le berceau de la famille Saoud.

Riyadh est une ville du centre-est de l'Arabie Saoudite, située sur le plateau du Nedj, au pied du djebel Tuwayq, dans une oasis de la vallée du Wadi⁴ Hanifa. L'exploitation des gisements pétroliers par des sociétés américaines dans les années 30 fut à l'origine de la transformation de la ville en une véritable métropole. Sa population est aujourd'hui d'environ 3,2 millions d'habitants. C'est un pôle commercial, administratif et universitaire desservi par un aéroport international et un réseau routier et ferroviaire donnant accès au golfe Arabo-Persique et à la mer Rouge. La vieille ville, détruite dans les années 1950, subsiste au milieu des palmeraies. La cité moderne présente des quartiers neufs et aérés. Elle abrite les administrations, une bibliothèque nationale, le Palais royal, la mosquée Jamid, un musée d'archéologie, une académie militaire, des instituts technologiques et des universités.

1.5. Les façades à la mer

Le royaume d'Arabie Saoudite possède deux façades à la mer: à l'ouest, la mer Rouge et à l'est le golfe Persique. Toutes deux ont une importance géopolitique incontournable puisqu'elles permettent non seulement l'écoulement du flux pétrolier vers les deux parties principales du monde (occidentale et orientale) mais aussi l'accès pour les importations indispensables à la vie du pays.

A partir des années 50, le destin géopolitique de la mer Rouge et du golfe Persique s'est solidarisé avec celui du Moyen-orient. Depuis cette époque, ces deux rives de la péninsule arabique se sont trouvées dans une sorte de résonance constante. La raison n'en était pas seulement l'existence de l'Etat saoudien, lui-même bi-côtier et bi-maritime, mais plus fondamentalement le développement de l'économie pétrolière et la nécessité d'évacuer le pétrole du Golfe par des voies nouvelles. Pour Riyadh, il s'agissait d'exporter le pétrole produit dans la région du Hassa à l'est sur le Golfe à la fois via le golfe Persique et par un oléoduc dont le terminal se situe à Yanbu sur la mer Rouge. Cet oléoduc s'appelle la Pétroline. D'autre part, de 1985 à 1990, jusqu'à la deuxième guerre du Golfe, l'Irak a évacué son pétrole vers Yanbu en utilisant l'oléoduc Ipsa partant de Bassorah et se prolongeant jusqu'au cœur de l'Arabie Saoudite où il rejoint la Pétroline. Cela a renforcé l'importance des

⁴ Wadi(s) : mot arabe signifiant un (des) cours d'eau non permanent(s).

débouchés sur la mer Rouge. L'embargo actuel contre l'Irak, s'il devait être levé, entraînerait certainement une réactivation de ce système. Cela nécessiterait sans nul doute au préalable des négociations entre Riyadh et Bagdad. Ce problème s'inscrirait alors dans les tractations générales du retour irakien dans le marché du pétrole. En plus d'être le débouché du système d'oléoduc saoudien, la mer Rouge sert au transport de pétrole grâce aux tankers qui transitent par le canal de Suez. Quoiqu'il en soit, la mer Rouge ne sert pas seulement aux échanges pétroliers. Elle assure aussi une fonction de circulation de toutes les marchandises achetées à l'occident par l'Arabie Saoudite grâce à ses rentes de l'or noir. La mer Rouge est devenue un trait d'union du Golfe avec la Méditerranée et avec l'Europe.

De l'autre côté, le golfe persique, mais plus particulièrement le détroit d'Ormuz, constitue la seconde région maritime stratégique. C'est en effet l'ouverture vers l'océan indien et le monde asiatique. La menace provient de l'Iran qui contrôle la moitié des côtes du golfe et surtout le détroit d'Ormuz. En 81, l'Arabie Saoudite rétablira l'équilibre des puissances dans cette partie du golfe persique en fédérant les volontés d'apaisement autour du CCEAG⁵. L'étude du détroit sera faite au paragraphe 1.8.

1.6. L'obsidionalité ou le sentiment d'être assiégé

La dynastie des Al Saoud perçoit à ses frontières plusieurs menaces d'intensité variable. Elle garde cependant toujours à l'esprit que le parapluie américain et son effet dissuasif ou son emploi en dernier ressort joueront leur rôle. L'Arabie Saoudite demeure encore aujourd'hui en dehors de tout panarabisme prôné dans les années 60 par Nasser: sa politique vise plutôt l'entente sociale fondée sur la cohésion autour de l'islam arabe pétrolier et la sur stabilité d'une zone vitale pour tous ses riverains et le Sultanat d'Oman qui contrôle l'une des rives du détroit d'Ormuz. Pour réduire les tensions potentielles, les pétrodollars saoudiens sont injectés dans des projets de développement régionaux comme par exemple le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social, émanation du conseil économique de la ligue arabe fondé en 74.

Comme cela a été présenté lors du paragraphe traitant des frontières, le Yémen constitue, essentiellement par son poids démographique et ses richesses pétrolières potentielles, une menace certaine. Mais son niveau reste à la mesure des enjeux locaux.

La seconde menace provient de l'Irak baathiste qui se situe politiquement à l'opposé du système en vigueur en Arabie Saoudite. Au sein de l'O.P.E.P.⁶, les deux pays se sont livrés depuis 1973 à des actions opposées. L'Irak souhaitait bâtir un complexe militaro-industriel puissant. Son ministre du pétrole conduisait donc une politique dont le seul objectif était une augmentation des revenus pétroliers. L'Arabie Saoudite visait quant à elle l'objectif d'un juste prix correspondant à une croissance régulière des économies occidentales. Le royaume exerçait au sein de l'O.P.E.P. un pouvoir d'arbitrage des prix à la baisse. Cela provoqua le mécontentement de Bagdad. La seconde guerre du Golfe a permis à l'Arabie Saoudite de réduire la menace irakienne. Mais le prix à payer fut le renforcement du

⁵ CCEAG: voir note page 7.

⁶ O.P.E.P. : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole. Organisation créée en 69, siégeant à Vienne et regroupant les 13 états suivants : Abou Dhabi, Algérie, Arabie Saoudite, Equateur, Gabon, Indonésie, Irak, Iran, Koweït, Libye, Nigeria, Qatar et Venezuela.

dispositif américain sur son sol. Les années 90 ont alors vu se développer en interne des contestations grandissantes face au maintien de la présence américaine en terre sainte.

Enfin, l'Iran reste une menace latente pour l'Arabie Saoudite. En effet, ce pays fut dans les années 70 et avant la chute de chah en 79, le premier pilier de la politique américaine dans le Golfe grâce à ses ressources pétrolières importantes. L'évolution de son régime politique fait donc l'objet d'une attention saoudienne particulière surtout s'il poursuit son éloignement d'un intégrisme primaire. Un nouvel équilibre dans la production d'or noir devrait alors s'instaurer. La phase transitoire serait sans nul doute source d'instabilité puisque la donne pétrolière devrait être redéfinie, ce qui dans l'état actuel de l'économie saoudienne amènerait des changements profonds.

1.7. Les montagnes comme sanctuaire de la rébellion

Les montagnes qui séparent le Yémen et l'Arabie Saoudite se prêtent incontestablement à la protection des foyers de rébellion. Cette situation est renforcée par la composition essentiellement tribale de la population de la péninsule arabique qui peut se déplacer en ensemble constitué. Mais à ce jour, les tensions sont plus présentes à l'extérieur de l'Arabie Saoudite, comme par exemple au Yémen, qu'à l'intérieur où la dynastie Saoud maintient son autorité. Seule la minorité chiite localisée essentiellement au sud de la province du Hassa pourrait avoir besoin d'un tel refuge et investir ces reliefs dans l'hypothèse soit d'un mouvement contestataire grandissant, soit d'une répression à son encontre.

1.8. La fonction géopolitique du détroit d'Ormuz

Le détroit d'Ormuz est lié aux trois îles des Emirats Arabes Unis: Abou Moussa, la Grande et la Petite Tomb et par rebond, à l'Iran qui a toujours montré ses ambitions dans cette région. L'Arabie Saoudite y a des intérêts qui ont été catalysés par la création du CCEAG. Ce détroit est un lieu hautement stratégique puisqu'il constitue la seule porte vers l'océan indien. Il y transite le pétrole nécessaire pour satisfaire les pays asiatiques. La présence de la VIIème flotte américaine dans la région agit de manière préventive sur les envies iraniennes potentielles.

Au cours du 19^e siècle et malgré le protectorat britannique sur l'ensemble du golfe, Téhéran n'hésitait pas à déclarer que le golfe " Persique " appartenait à la Perse avec toutes ses îles sans exception aucune. Un siècle plus tard, l'attitude de l'Iran devient agressive lorsque la Grande Bretagne annonce son intention de se retirer du golfe. La revendication de l'Iran sur Bahreïn se fait alors pressante. Il faudra l'intervention de l'ONU et un vote à la majorité des quinze du conseil de sécurité pour que l'épreuve de force soit évitée et que la principauté de Bahreïn accède finalement à l'indépendance en 1971. Trois jours avant la proclamation de l'indépendance des Emirats Arabes unis, un contingent de parachutistes iraniens occupe les îles d'Abou moussa, de la Grande et de la Petite Tomb. Ces trois îles qui commandent l'accès au détroit d'Ormuz devaient être normalement rattachées à l'Emirat de Sharjah lui-même membre de la fédération des E.A.U. L'Iran n'a jamais abandonné ses prétentions hégémoniques sur ces trois îles et se retrouve aujourd'hui comme jamais

auparavant en position d'imposer une suprématie régionale. Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'aucune des deux autres puissances régionales n'est en mesure de contrecarrer cette domination. C'est pourquoi, l'Arabie Saoudite essaie, par le biais du CCEAG et de l'appui américain, de jouer le contrepois de l'Iran dans le détroit.

2. L'identitaire

2.1. Le rôle religieux

Le Wahhabisme⁷, branche sunnite de l'Islam, constitue depuis la souveraineté de la tribu Saoud sur les principales régions de la péninsule arabique au XVIII^e siècle, un lien puissant et un facteur important de l'unité du royaume. Il est le fondement de la constitution et régit la vie quotidienne des saoudiens, tout niveau social confondu et dans tous les domaines : religieux bien sûr, mais aussi économique et judiciaire.

Le Wahhabisme naît en 1703 dans la localité de Dir'iyah, proche de Riyadh qui n'existait alors pas. Le cheick Abdel Wahhab était un ouléma⁸. Il voulait restaurer la foi de l'Islam alors que les différentes tribus subissaient l'influence ottomane. En effet, la coutume voulait alors qu'elles détiennent les différents mausolées de multiples personnages vénérés. Le cheick était protégé par la tribu des Saoud. En 1745, un pacte est passé entre le chef de la tribu et le réformateur wahhabite: combattre ensemble pour la gloire de Dieu jusqu'à la mort. Ce pacte est toujours vivant aujourd'hui. Le Wahhabisme est une interprétation rigoriste et littéraliste du Coran. Le concept central est celui de l'unicité de Dieu. L'insistance sur Dieu comme objet exclusif de l'adoration a pour effet un respect littéral de sa parole, et surtout la condamnation violente de tout ce qui peut être considéré comme association de tout autre que Dieu dans l'adoration, notamment à travers l'intercession d'esprits, de saints ou d'objets. Les premiers actes spectaculaires du mouvement ont donc été des attaques contre des dômes, des arbres, des cimetières, auxquels les habitants du Nedj attachaient quelque valeur magique. D'autre part, le mouvement se singularise vite par une application littérale des sanctions prônées par le Coran: lapidation des femmes adultères ou encore ablation de la main des voleurs. Enfin, les adhérents à ce mouvement s'opposent alors aussi non moins violemment au tabac, au port des bijoux et, en général, à tout ce qui est considéré comme nouveauté.

Le Wahhabisme est l'un des outils principaux de légitimation du pouvoir en Arabie Saoudite. Grâce au Wahhabisme, le pouvoir s'est associé dès ses origines à un mouvement de prédication et à une ré-interprétation rigoriste du texte islamique. En annexant la province du Hedjaz, où se trouvent La Mecque et Médine, les Saoud se sont dotés d'un rôle autrement prestigieux, celui de gardiens des Lieux saints, titre que le roi Fahd a décidé de voir utiliser de préférence à tous les autres, à partir de 1985. La manière dont la dynastie s'est acquittée de cette fonction a évolué à travers le temps. Le sectarisme des Saoudo-Wahhabites du XVIII^e siècle a été tel que de nombreux pèlerins avaient été empêchés d'accomplir leur pèlerinage. Une situation similaire s'est présentée lorsque le Hedjaz a été occupé et annexé, à partir de

⁷ Wahhabisme : en tant que pays où l'Islam a vu le jour, l'Arabie Saoudite interdit la pratique de tout autre culte que le culte musulman. Parmi les 4 écoles sunnites fondées sur les textes sacrés (le Coran et la Sunna), le Wahhabisme est la forme la plus austère, la plus rigoriste de l'école Hanbalite.

Les wahhabites considèrent que livré à lui-même, l'homme cédera naturellement à ses mauvais penchants.

⁸ Ouléma : à la fois théologien, juriste et juge. Ces trois fonctions sont indissociables de l'Islam.

1926, à cause de l'intransigeance renouvelée des juristes de la loi : les oulémas. Le sens politique d'Abdelaziz Ibn Saoud l'a amené à adopter une attitude plus œcuménique, contre l'avis des extrémistes wahhabites. Le Wahhabisme n'en a pas moins été imposé sur l'ensemble du territoire. Le rite chiite, embrassé par quelque trois cent mille Saoudiens, est à présent toléré. Certaines formes d'opposition ont également tenté de tirer avantage du retentissement que les hauts lieux de l'islam sont de nature à accorder à leur mouvement. C'est ainsi qu'au premier jour du XV^e siècle de l'hégire (en novembre 1979), plusieurs centaines de rebelles, pour la plupart saoudiens, vont se barricader dans la Grande Mosquée de La Mecque. Ils sont conduits par Jouhayman al-Outaybi, un ancien sous-officier de la garde nationale, étudiant à l'université islamique de Médine et fils d'une des plus grandes tribus de la péninsule. Ils appellent à la chute de la dynastie au pouvoir et à la condamnation de toute compromission avec les États non islamiques. Ils appellent les fidèles présents dans les Lieux saints à suivre un envoyé choisi par eux, en fait le beau-frère de Jouhayman. Les autorités mettront près de douze jours à réinvestir le Haram avec la participation du GIGN⁹ qui devra subir une conversion avant l'intervention, pour qu'il ne soit pas dit qu'ils avaient profané le périmètre sacré. Plusieurs centaines de personnes y trouveront la mort. Quelques semaines plus tard, les soixante trois meneurs de cette rébellion seront jugés et exécutés sur les places publiques du royaume. Plusieurs dispositions seront alors prises pour calmer les milieux les plus conservateurs qui semblaient donner quelque raison à ces jeunes intégristes.

Le Wahhabisme est également à la base du système judiciaire, fondé sur la charia¹⁰ qui a pour vocation de s'imposer chaque fois que cela est possible, pour régler tout problème qui pourrait relever ailleurs du droit administratif, civil ou pénal, et même constitutionnel. Dans le secteur bancaire, il interdit l'intérêt sur le capital. Cependant, la plupart des juges tentent de concilier cette loi avec les réalités autrement complexes de la vie moderne. Le gouvernement, pour sa part, a progressivement introduit des « régulations » de l'activité économique moderne par voie de décrets royaux. La guerre du Golfe a eu pour effet de rendre les relations entre le pouvoir et les cercles intégristes, qui comprennent aussi des princes de la famille régnante, bien plus tendues. Pendant la crise et dans les mois qui l'ont suivie, plusieurs prédicateurs s'en sont pris à l'autorité des Saoud et aux innovations qu'ils percevaient dans la conduite des affaires ou dans les pratiques sociales. Les moutawah¹¹, c'est à dire la police morale, ont semblé un moment agir en toute liberté, violant les domiciles, punissant l'inobservance du code vestimentaire, surveillant de près tout manquement à la séparation des sexes. Le gouvernement a fini par réagir en limitant leurs activités. Les statuts publiés en mars 1992 portent potentiellement en eux le ferment d'une éradication complète de ces activités para-étatiques. Car si ces statuts font systématiquement référence à l'islam, ils interdisent explicitement à ces groupes de « volontaires » à la solde de l'État d'arrêter les individus, d'inspecter leur domicile, d'ouvrir leur courrier ou de leur imposer une quelconque sanction. Ces statuts constituent bien une étatisation de la justice et de la police qui tardait à venir. Mais ils restent muets sur la liberté religieuse : aucun autre culte que l'islam ne saurait être publiquement pratiqué dans le royaume.

Au sein de l'Islam en Arabie Saoudite se côtoient deux courants principaux : le Wahhabisme, majoritaire, fondement du royaume dans tous les domaines et le Chiisme.

⁹ GIGN : Groupement d'Intervention de la Gendarmerie Nationale

¹⁰ Charia : loi musulmane régissant la vie religieuse, politique, sociale et individuelle.

¹¹ Moutawah : police morale saoudienne constituée essentiellement de saoudiens ayant terminé leur cycle d'enseignement religieux. Très caractéristique dans sa manière de s'habiller puisque la « taube » (tunique qui couvre de la tête aux pieds) est noire et s'arrête à mi-mollet, ce qui est particulièrement inélégant mais permet de courir plus vite et rattraper les fautifs (ves).

Le Chiisme constitue aujourd'hui une réalité religieuse complexe. Dans la mesure où il correspond à une des césures fondamentales du Proche-Orient entre une Arabie Saoudite gardienne du Sunnisme, et un Iran gardien du Chiisme, il demeure un facteur de déstabilisation car les communautés chiites peuvent être instrumentalisées par les puissances régionales dans les perspectives de redécoupages territoriaux, voire même pour servir de relais d'influence. La naissance des deux courants antagonistes de l'islam est le fruit de la bataille de succession qui oppose, au VII^{ème} siècle, Moawiyya (gouverneur de Damas) à Ali (gendre du prophète). Cet antagonisme consacre le schisme entre les 2 branches de l'Islam : les sunnites (partisans de Moawiyya) fidèles à la Sunna (tradition sur les actions et sur les paroles du prophète) s'opposent aux chiites¹² (partisans d'Ali) qui sont minoritaires. Aujourd'hui en Arabie Saoudite, les chiites revendiquent des élections libres. Ils restent en cela fidèles à leurs engagements initiaux où lors du chiisme, leur courant avait plus une connotation politique que religieuse. Sur le royaume, les Chiites sont essentiellement situés à l'est. L'oppression de ce mouvement est menée par les oulémas wahhabites, liés aux tribus du Nadj, la région centrale du royaume d'où Abdelaziz Ibn Saoud partit à la conquête de la péninsule et qui reste la base du pouvoir royal. Il existe donc un risque de désagrégation du royaume. La majorité de la population tient le pouvoir actuel pour tribal, monopolisé par les habitants du Nejd. Les autres provinces ont été soumises par le fer et le feu. La région du Hassa à l'est possède une forte communauté chiite. Celle-ci, souvent misérable, fortement brimée par les zéloteurs wahhabites, a manifesté à plusieurs reprises, notamment durant l'hiver 1979-1980. Au début de 1992, Abdallah Ben Abdelrahman El Jibrin, un des principaux membres de la hiérarchie religieuse wahhabite, a publié une fatwa dénonçant les chiites comme des polythéistes et des renégats. Ils sont passibles, même si ce n'est pas dit explicitement, de la peine de mort. La contestation chiite exprime plutôt un mouvement identitaire, face à la discrimination dont les chiites font l'objet. Cette contestation s'est amplifiée à l'origine par les échos de la révolution iranienne. Le rite chiite, toléré dans les années 80, a subi le retour de l'extrémisme wahhabite de l'après-guerre du Golfe. Il constitue aujourd'hui une tension interne palpable.

L'opposition « religieuse conservatrice » constitue une autre source de tension. Tout d'abord elle a pour origine les ultra de l'orthodoxie wahhabite formés par les oulémas. Dans leur esprit, il n'est pas possible pour un état véritablement musulman d'avoir des relations diplomatiques avec des états infidèles. De même, ils ne peuvent pas accepter la présence de diplomates, conseillers, experts chrétiens sur le sol national. Ils dénoncent également la corruption qui gangrène le pouvoir et la famille royale. Des cassettes anonymes circulent et vilipendent la gérontocratie royale et la corruption de certains princes au pouvoir depuis près de quarante ans. Cet extrémisme religieux se développe et ébranle les piliers de la monarchie.

Le Wahhabisme est donc une civilisation. C'est un code de droit public et privé, un système qui englobe tous les aspects de la vie de la communauté musulmane et des croyants, y compris les relations sociales et les rapports au sein de la famille. Il existe de plus en plus un décalage entre les conséquences de la croissance et la spiritualité. Cible des critiques des organisations de la défense des droits de l'homme, l'Arabie Saoudite récuse l'universalisme occidental et rappelle que le royaume puise ses propres valeurs dans la religion islamique née voici treize siècles sur son territoire. C'est le choix entre l'évolution prudente vers la

¹² Chiisme : Le parti Chiite est constitué de musulmans qui croient que le dernier imam (chef spirituel et temporel de la communauté) est porté par les descendants d'Ali. C'est la différence fondamentale avec les Sunnites qui reconnaissent les quatre premiers califes (Abou Baker, Omar, Othman et Ali) comme légitimes et désignent le successeur du prophète (calife) par investiture.

modernité dans l'islam, tel que Fayçal l'avait engagé ou bien une brutale révolution à la Khomeyni en Iran. Dans les années 60, la dynastie des Al Saoud a combattu et jugulé l'opposition chiite. Même si cette dernière perdure, sa faiblesse numérique joue en sa défaveur. Aujourd'hui, c'est au sein de son propre camp, parmi les oulémas orthodoxes, que s'exprime le plus fort mécontentement au nom d'un islam purifié. Par conséquent, l'évolution et l'adaptation au modernisme ne peuvent être que lentes.

2.2. L'ethnie

La structure du pays repose sur son histoire tribale et nomade. C'est la communauté de langue dans un pays austère et aride qui unifie ce peuple constitué de différentes tribus issues des régions vivables du royaume. Aujourd'hui, se développe le brassage des tribus par l'augmentation des voies aériennes et l'extension du réseau routier. De même, le roi séjourne à Djeddah pour manifester par sa présence l'union des deux principales provinces en matière de population, le Hedjaz et le Nedj.

L'isolement des habitants du Nedj est à l'origine d'une très forte identité ethnique et culturelle. Ce sont eux et en particulier les Wahhabites qui vont conquérir à partir de 1912 les territoires sur l'ex-Empire Ottoman afin de donner l'Arabie Saoudite actuelle. On assiste aujourd'hui à la gérontocratie des Soudeïri, branche principale de la famille Al Saoud dans le Nedj. C'est en quelque sorte l'imposition du purisme wahhabite du Nedj par rapport à la culture des tribus du Hedjaz.

Sous l'ère Fayçal, les recettes pétrolières ont servi surtout à consolider l'allégeance des tribus du royaume, comme celle des Chammar, rivale ancestrale de la tribu Saoud. Cela s'est fait au travers de subventions directes à leurs chefs ou d'un emploi offert à leurs membres. Ce système a eu l'effet voulu, celui de préserver les structures sociales traditionnelles. Ainsi le royaume affirmait encore en 1985 que près de la moitié des citoyens actifs demeuraient employés dans l'agriculture et l'élevage. Ils sont aujourd'hui le dixième, preuve de l'urbanisation féroce. La tribu demeure en effet la structure sociale de base, marquant l'identité individuelle et le système de solidarité. Mais plus ses branches se multiplient et plus la tribu devient abstraite pour l'individu, qui se reconnaît plus facilement dans le segment auquel il appartient. Auparavant, le lien tribal déterminait les regroupements guerriers et délimitait l'activité économique commune à l'instar du pastoralisme ou de l'agriculture. Ce lien de base persistait même lorsqu'un segment se sédentarisait. Cette organisation demeure puisque aujourd'hui, chaque secteur économique est sous l'autorité d'un prince et s'auto-transmet dans la branche de sa famille. Mais il se dilue lorsque l'on descend dans l'échelle sociale.

Plusieurs facteurs vont amener une érosion progressive des liens tribaux. La contraction rapide du mode de vie nomade et du pastoralisme en général, l'urbanisation volontaire, les programmes de sédentarisation du gouvernement ou de l'ARAMCO¹³, l'engagement dans l'administration et l'armée vont contribuer à ce processus. La législation

¹³ ARAMCO signifie « ARab AMERICAN oil Company ». C'est une des premières compagnies pétrolières saoudienne issue en 1939 du consortium exploitant l'or noir. La position du terme Arab en première place dans cet acronyme est hautement symbolique puisque les USA ont voulu ainsi se démarquer des Britanniques et mettre en avant le pays hôte. Pour les américains, le colonialisme était désormais obsolète.

foncière, par les statuts de 1925, 1953 et 1968, réoriente la propriété du sol et de l'eau de la collectivité vers la propriété individuelle. La mainmise de l'État sur les ressources du sous-sol en fait le maître d'œuvre, partiellement involontaire, d'une gigantesque transformation sociale et économique. En une génération ou deux, elle remplace une économie de subsistance par une économie faste et hypermonétarisée et déclenche des changements sociaux radicaux. Ce vertigineux bouleversement social eut pour premier effet d'accélérer la migration vers la ville. En 1999, près de 3 Saoudiens sur 4 vivent dans un milieu urbain. Petite bourgade faite de maisons en terre (près de 8 000 habitants au début de ce siècle), Riyadh est devenue, avec près de 3,2 millions d'habitants en 1999, la ville la plus importante du pays. Longtemps installées à Djeddah, les légations étrangères se sont déplacées vers le quartier des ambassades de la capitale en 1982. Djeddah, le grand port sur la mer Rouge, compte près de 1,5 million d'habitants. Enfin, parmi les autres grandes villes du royaume se trouvent La Mecque (600 000 habitants) et Médine (400 000 habitants).

Quoi qu'il en soit, même si aujourd'hui, l'urbanisation a dilué les structures tribales ancestrales, le peuple reste attaché à son histoire et à la dynastie des Saoud qui symbolise tant l'unité du royaume que sa richesse actuelle.

2.3. La culture

La culture du peuple saoudien est à la fois le fruit de l'emprise de la religion sur le royaume et de sa structure tribale. Ces deux domaines emprisonnent l'Arabie Saoudite dans son immobilisme. Le développement du système éducatif principalement fondé sur l'enseignement religieux ne constitue pas assurément une piste de mutation possible à l'horizon de la génération future.

Le Wahhabisme constitue le ciment de la culture du peuple saoudien. Arguant de l'application stricte des textes saints, les oulémas rigoristes se sont pour un temps opposés aux nouvelles formes de modernité des années 60 comme la télévision ou la photographie. Le roi Fayçal usa de tout son charisme pour ouvrir alors son pays aux technologies nouvelles et aux courants de pensée émergents. Ses décrets royaux lui attirèrent l'antipathie de certains dignitaires religieux mais il sut tenir bon. Aujourd'hui, même si faire des photos en Arabie Saoudite peut relever de la prison, les échoppes de développement express sont légion et les prises de photo familiales sont tolérées. De même, dans le royaume, toute pensée indépendante est interdite. Les autorités interdisent l'étude de l'évolution, de Freud, de Marx, de la musique et de la philosophie occidentales. Le gouvernement censure toute forme publique d'expression artistique. Il interdit les cinémas, le théâtre et la musique dans les lieux publics, à l'exception du folklore. La prohibition des salles de cinéma est, sans aucun doute, une exclusivité mondiale saoudienne. Le roi Fayçal a introduit la télévision en Arabie Saoudite dans les années 60 contre l'avis des Oulémas. Ainsi, l'évolution ne pourra être que lente. Elle s'appuiera sur la population jeune en pleine expansion, ouverte à la télévision par satellite et à Internet.

Les vrais défis culturels pour la Maison des Saoud sont d'ordre intérieur. Un des domaines concerne la structure de l'état. Elle évolue quelque peu au fil des rois qui se succèdent. En Arabie Saoudite, la succession au trône n'est pas héréditaire et le prince couronné, qui succède au roi, est choisi dans la famille royale. La plupart des hauts fonctionnaires sont issus de la famille royale et de quelques autres familles occupant une

position importante. L'Arabie Saoudite ne dispose pas d'un système législatif séparé ou de partis politiques. Les lois sont émises par le roi et ses ministres. Le royaume n'a officiellement pas de Constitution écrite. Ses dirigeants disent s'inspirer du Coran et de la Sunna pour gouverner. Au niveau formel, le royaume est néanmoins organisé en une monarchie où le roi dispose de pouvoirs très larges, en l'absence de toute assemblée élue, de partis politiques organisés ou de syndicats. Ce monarchisme tient des pouvoirs étendus du chef tribal et surtout de l'exemple d'Abdelaziz Ibn Saoud qui a dirigé d'une manière très autoritaire, pratiquement autocratique, un royaume qu'il avait su faire renaître de ses cendres, et ce pendant plus d'un demi-siècle (1902-1953). Cette structure monarchique se mue en une organisation du pouvoir bien plus complexe, traduite par la persistance de l'influence des tenants de la Doctrine (à commencer par Al Ach-Chaikh, la descendance d'Abd al-Wahhab), par l'influence incontournable des chefs de tribus ralliées et, surtout, par la montée en puissance des fils les plus influents du fondateur. Si, sous l'autorité charismatique et quasi absolue d'Abdelaziz Ibn Saoud, la question du partage du pouvoir était impensable, tel n'est plus le cas après sa disparition. Le pouvoir connaît donc une diffusion progressive, partiellement prévue par le fondateur lui-même, qui instaure un Conseil des ministres quelques semaines avant sa mort, comme pour signifier son souci de ne pas léguer l'ensemble de ses prérogatives à un seul de ses fils aux dépens de tous les autres. Mais partager ne sera pas l'option retenue par le roi Saoud, très connu pour son faste et sa collection de Cadillac et qui règnera de 53 à 64. Ce comportement va lui aliéner les autres membres de la famille et aboutir en 1964 à sa destitution par la famille et ses alliés principaux au profit de son frère et Premier ministre, le roi Fayçal. Celui-ci, de tempérament plus austère, prendra bien soin d'associer nombre de ses frères au gouvernement du pays. Très avant-gardiste, il forcera les réticences des oulémas pour ouvrir dans les années 60 son royaume à la modernité. Il mourra néanmoins sous les balles de l'un de ses neveux, le 28 mars 1975. Son frère Khaled lui succède et occupe le trône de 1975 à 1982. De santé fragile et ne portant qu'un intérêt limité à la politique, Khaled ira encore plus loin dans le sens de la collégialité au sommet. Plutôt que de prendre la tête d'un clan ou de s'arroger des pouvoirs étendus, Khaled essaie de faire durer le consensus entre des princes installés à la tête des différents départements ministériels ou à la tête des provinces du pays, et de plus en plus jaloux de leur pouvoir personnel dans leurs domaines respectifs. À partir de 1982, le roi Fahd tente, au contraire, de recentrer plus de prérogatives entre ses mains. Mais son accession au trône coïncide avec une baisse substantielle de la production et des prix du pétrole. Son rôle principal consiste donc à diriger un mouvement global d'adaptation à des réalités plus contraignantes, ce qui l'amène bientôt à composer avec ses frères. La guerre du Golfe de 1991 pousse le roi à une ouverture un peu moins hésitante aux réformes. Le 1^{er} mars 1992, il publie le texte de trois « statuts ». Il ne peut s'agir formellement de lois, puisque la législation ne saurait en principe être d'origine autre que divine. L'un d'eux, appelé « statut fondamental », tout en répétant la vieille rengaine selon laquelle le royaume n'a que le Coran pour Règlement, ressemble justement à s'y méprendre à ce qu'on appellerait partout ailleurs une Constitution. Ce statut définit le système politique comme une monarchie absolue où le roi règne et gouverne et où la succession au trône est réservée aux fils d'Abdelaziz Ibn Saoud et à leurs descendants. Plutôt que la séniorité, ce statut pose la compétence comme critère de sélection du roi. Celui-ci nomme et révoque son prince héritier qui ne saurait plus cumuler cette charge avec aucune autre. Une exception est faite au profit de l'actuel prince héritier, qui est également chef de la garde nationale : le prince Abdallah. Le roi est son propre Premier ministre. Il nomme les ministres, les juges, les officiers des forces armées. Ces statuts instituent aussi un Conseil consultatif, dont les soixante membres sont nommés par le roi pour quatre ans. C'est le conseil de la Choura. Mais il ne possède pas de pouvoir législatif. Enfin, ces statuts réorganisent la structure régionale du pays, limitant le pouvoir des différents émirs dans les

régions qu'ils dirigent et qu'ils ont souvent eu tendance à transformer en fiefs personnels. Le département devient une structure intermédiaire entre la province et la localité. Des conseils consultatifs composés de membres nommés sont érigés à chacun des trois niveaux, et le pouvoir centralisateur du ministère de l'Intérieur est renforcé sur l'ensemble de cette structure.

D'où l'apparition au grand jour d'un mouvement de contestation dont bénéficient surtout les courants islamistes et conservateurs. La stabilité, pour ne pas dire la sclérose du pouvoir et de l'administration depuis une trentaine d'années, contraste avec la démographie du royaume en pleine expansion. Les difficultés économiques apparues dans les années 90 rendent de plus en plus insupportables la corruption et l'accaparement du pouvoir et des affaires par quelques princes, dont les Saoudiens s'accommodaient plus ou moins du temps de l'abondance. L'organisation même du fonctionnement économique du royaume est en cause. La dynastie des Al Saoud s'est accaparée chaque secteur de l'économie : tel prince est ministre des télécommunications, tel autre est ministre de la défense et de l'aviation. Le roi a la responsabilité totale en matière de pétrole depuis l'éviction du ministre du pétrole Yamini en 85. L'actuel ministre ne sert que de courroie de transmission. Le gouffre risque donc de se creuser davantage encore entre les quelques dizaines de princes, qui dirigent vraiment le pays et la population. L'éventualité d'un coup d'état militaire ou d'une prise du pouvoir par des révolutionnaires islamistes n'est pas la plus vraisemblable compte tenu de la structure de la société saoudienne. La clé du changement est sans doute à chercher dans la façon dont se fera le saut de génération entre les fils d'Ibn Saoud, qui se succèdent depuis 1953, et ses petits-fils, dont l'arrivée au pouvoir s'accompagnera vraisemblablement de tensions internes dans la famille, mais aussi d'une nouvelle donne politique intérieure et extérieure. Que celle-ci soit ou non adaptée à la situation intérieure et régionale de l'Arabie Saoudite sera déterminant pour la pérennité d'une dynastie condamnée, tôt ou tard, à s'adapter pour survivre. ¹⁴

Une autre contestation est due à une opposition « libérale moderniste ». Le développement de l'éducation poussée reçue souvent dans les universités américaines où près d'un demi-million de Saoudiens est allé étudier à l'étranger, a profondément modifié la société. Les hommes d'affaires et les technocrates supportent de plus en plus difficilement d'être tenus à l'écart du processus de décision au profit exclusif des princes Al Saoud ou de chefs religieux.

C'est pourquoi le royaume a cherché à développer son système éducatif. L'enseignement est gratuit mais n'est pas obligatoire en Arabie Saoudite. Ces dernières décennies, des établissements de formation pédagogique ont été créés pour réduire la dépendance du pays envers les autres pays arabes pour le recrutement des professeurs. Le pays compte six universités: l'université de Riyadh, l'université du roi Abdelaziz Ibn Saoud à Djeddah, l'université du roi Fayçal à Damman, l'université Umm al-Qura à La Mecque et les universités islamiques de Médine et de Riyadh. L'institut technique à Riyadh, l'université du

¹⁴ Le royaume d'Arabie saoudite présente ainsi une caractéristique unique au monde, c'est le seul état à porter le nom de la famille qui le dirige: Al Saoud (famille constituée de 7000 personnes dont 4000 princes). Depuis 1953, les souverains qui se succèdent à la tête du royaume sont tous fils d'Abdelaziz. La succession se fait entre frères par ordre de primogéniture.

Le roi Fahd (76 ans) est au pouvoir depuis 1982. La question de sa succession est provisoirement réglée puisque le prince Abdallah (74 ans) commandant de la garde Nationale a été désigné.

Le suivant dans l'ordre devrait être le prince Sultan (72 ans), actuel ministre de la Défense et de l'Aviation.

Le problème avec Abdallah, Sultan ou les suivants, est celui d'un royaume gérontocratique en perpétuelle succession.

pétrole et des minerais à Dharan et un collège d'études islamiques fondé en 1933 à La Mecque sont trois autres établissements d'enseignement supérieur.

Plus urbanisés et mieux éduqués que leurs parents, moins soumis aussi à la pesanteur des relations tribales mais coupés de leurs racines, les jeunes ont cru que leur sort serait meilleur que celui de leurs aînés, que l'enrichissement du royaume leur assurerait une vie facile. Rejetant le travail manuel, assuré par les immigrés arabes ou asiatiques, même les étudiants issus d'une famille modeste aspiraient à un travail bien rémunéré dans la haute administration. Or la forte augmentation du nombre d'élèves, favorisée par un taux de natalité parmi les plus élevés de la planète, s'est accompagnée d'une baisse sensible du niveau, provoquée par l'apparition d'étudiants sans vraie qualification. L'essor des universités islamiques dans les années 70 a jeté sur le marché de la pensée religieuse des milliers d'oulémas, ouverts sur le monde musulman en pleine effervescence et capables de contester les dirigeants traditionnels. Pour finir, la crise financière, qui atteint le royaume au début des années 80, frappe les nouvelles générations: dès 1986, l'État ne peut plus assurer un emploi à tous les diplômés.

Dans un autre secteur, la culture saoudienne s'appuie parfois sur l'hypocrisie. Par exemple, l'alcool est prohibé depuis 1952 mais la firme Johnny Walker prétend que l'Arabie Saoudite est son meilleur client dans le Moyen-Orient. De même, aujourd'hui, la drogue apparaît dans le royaume. Elle est le signe d'une crise dans la jeunesse saoudienne. Elle permet entre autres de combler les vides culturels. Cette situation n'est certes pas propre au royaume. Si elle témoigne des maux contemporains à tous les états, pour l'Arabie Saoudite, l'extrémisme wahhabite n'est apparemment pas un remède efficace.

Il existe enfin une autre forme de contestation, légitimée par un statut discriminatoire. Elle concerne la femme saoudienne¹⁵. La position de la femme dans la société saoudienne est archaïque aux yeux des occidentaux. A l'opposé, pour les musulmans, le Coran présente ces lois comme un bienfait pour la femme puisqu'elles la protège. Ce sont bien là deux cultures qui s'opposent. Lorsqu'elle quitte sa demeure, la femme saoudienne doit se cacher sans cesse sous son abaya¹⁶. Tout échappement à cette règle lui vaut les réprimandes des moutawas, la police morale. Ces brimades peuvent aller des coups de bâton à la mise en prison. En dehors de sa famille, tout contact avec l'autre sexe est interdit. La conduite des voitures par les femmes est aussi un délit. L'éducation des filles est essentiellement religieuse bien que certaines sciences s'ouvrent désormais à elle. Des disciplines lui restent cependant interdites comme l'ingénierie, le journalisme ou l'architecture. Il ne lui est pas possible d'étudier à l'étranger. Mais 65% des diplômés sont des femmes pour 5% actives. Il existe aujourd'hui une banque saoudienne dirigée par des femmes et obligatoirement et uniquement pour des femmes. Il est très difficile d'obtenir des informations sur le mode de vie des femmes saoudiennes comme sur leur culture tant elles sont tenues à l'écart. Peu d'écrits abordent le sujet et entretiennent ainsi le mystère. Comme dans beaucoup d'autres domaines, c'est le roi Fayçal qui a ouvert l'accès à la modernité aux Saoudiennes en leur donnant accès à l'éducation.

Aujourd'hui, avec les problèmes de santé du roi, jamais l'affairisme n'a été aussi visible, comme si la fin d'un règne s'annonçait. En ces temps de disette financière tous les

¹⁵ L'Arabie Saoudite est le seul pays au monde à interdire aux femmes de conduire un véhicule (la conduite d'un véhicule est considérée comme contraire à la dignité de la femme que prescrit l'Islam).

¹⁶ Abaya : voile noir que revêt toute femme sur le royaume d'Arabie Saoudite et qui la couvre de la tête aux pieds.

coups sont bons à prendre. Cette boulimie s'explique par le fait qu'à la mort du roi, toute sa descendance sera certainement rapidement écartée. Sera-ce l'ouverture vers une monarchie constitutionnelle contre celle défendue par les trois fils d'Abdelaziz Ibn Saoud. Faute d'alternative moderniste, c'est le pouvoir religieux qui en sera bénéficiaire.

2.4. La démographie

La monarchie saoudienne doit faire face à deux défis concernant sa population. Tout d'abord, la forte expansion démographique constitue un enjeu social majeur à court terme. Ce taux de croissance parmi le plus élevé dans le monde est dû à la mutation du royaume initiée grâce à la manne issue de la découverte du pétrole. Ensuite, c'est le poids stratégique que représente le tiers d'immigrés qui forme la population en Arabie Saoudite et surtout qui constitue la force productive du pays.

Un intense dynamisme démographique apparaît depuis un demi-siècle. Il est la conséquence de l'enrichissement soudain du pays. Les changements, tels que l'urbanisation, la sédentarisation, la législation foncière sur l'eau et le sol de la collectivité vers la propriété foncière, s'accompagnent d'un fort accroissement de la population. Le chiffre réel de la population a certainement doublé en une génération ou deux, par le remplacement d'une économie de subsistance en une économie faste fondée sur la ressource pétrolière. Ce chiffre demeure un secret d'État, les dirigeants ne voulant sans doute pas se mesurer, à leurs dépens, à des pays plus peuplés de la région comme par exemple l'Iran avec ses 65 millions d'habitants. Selon les estimations, l'Arabie Saoudite compte aujourd'hui environ 18 millions d'habitants dont 12 de Saoudiens soit une densité moyenne de 9 habitants au km². Le nombre de saoudiens est sans doute surévalué. L'amélioration rapide des conditions de vie est marquée notamment par une chute brutale du taux de mortalité infantile (65 p. 1 000 en 1990). De plus, un taux de fécondité assez élevé (plus de six enfants par femme) et une espérance de vie à la naissance de soixante-quatre ans, donnent un taux d'accroissement annuel exceptionnel de 4%. Au rythme actuel, la population pourrait doubler en près de vingt ans.

La menace la plus sensible est liée à la composition très particulière du royaume qui reçoit une quantité très importante d'immigrés. C'est le véritable enjeu qui attend de nos jours les décideurs du royaume. Avec un chiffre de près de 6 millions, le nombre d'étrangers est sous évalué, ne serait-ce que pour tenir compte des 2 millions en situation illégale. La population active saoudienne est d'environ 3 millions donc moins que les étrangers ce qui induit une dépendance de ce pays vis à vis de la main d'œuvre étrangère. Les recettes pétrolières recueillies alors que le pays ne disposait guère du capital humain nécessaire pour les mettre à profit ont attiré vers le royaume des millions de travailleurs immigrés. Ceux-ci gardent leur nationalité d'origine: le royaume accorde moins de deux mille naturalisations par an. Les chiffres et estimations officiels tendent à sous-estimer le nombre des immigrés. Il faut donc considérer le chiffre de 6 millions pour 1999 comme un minimum. Des pays du Golfe, le royaume se distingue par son attrait pour les immigrés d'origine arabe : près de 3 immigrés sur 5. Les Yéménites formaient le contingent le plus important (1 million peut-être) avant d'être expulsés en masse pendant la guerre du Golfe car leur pays s'est alors montré pro-irakien. En 1992, les Égyptiens (estimés à 700 000) étaient sans doute les plus nombreux, suivis peut-être par les Pakistanais. Aujourd'hui, le sous-continent indien est majoritaire. Le

royaume est soucieux de limiter l'effet de l'introduction d'un trop grand nombre d'immigrés venant de cultures qui ne seraient pas arabes ou islamiques. La proportion des immigrés dans la force de travail est bien sûr plus élevée. Cela sera sans doute le cas pour longtemps encore en dépit des efforts de « saoudisation » de l'emploi, lancée dès 1985 et qui commencent à porter leurs fruits, même dans l'industrie. Par le jeu du sponsorat¹⁷, le régime cherche à maintenir sous sa tutelle une abondante main d'œuvre sans laquelle sa machine économique-financière serait grippée. Nul ne peut exercer une activité s'il ne dispose d'un garant qui se porte caution de son comportement au regard de l'ordre public. Ce sous-prolétariat vit alors dans des conditions pour les moins singulières. La menace d'un blocage social complet n'est plus inconcevable aujourd'hui. C'est le véritable enjeu qui attend de nos jours les décideurs du royaume.

Aujourd'hui, il est urgent de trouver en Arabie Saoudite de nouvelles ressources ou de les diversifier afin d'augmenter et d'asseoir la richesse du royaume. Du fait de l'accroissement de la population, l'état va devoir faire face à une importante augmentation des dépenses sociales. Aujourd'hui, dans l'état actuel des finances, il ne peut pas les supporter. Dans le même temps, il devra permettre à la majorité des Saoudiens d'avoir un travail. Là, le défi est non seulement économique mais surtout culturel.

3. La géoéconomie

3.1. L'eau

Aujourd'hui, l'eau devient une richesse indispensable en Arabie Saoudite. Pourtant, une politique de l'eau s'est mise en place dès les années 60. Ce furent les programmes de construction des barrages dans les montagnes du Hedjaz et de l'Assir. Cette politique s'est poursuivie dans les années 80 par l'installation d'usines de désalinisation et la construction de pipelines de transport d'eau. Mais l'accroissement de la population nécessitera très rapidement de pouvoir disposer de plus grandes ressources encore. C'est certainement une voie de diversification des activités économiques vers laquelle le royaume doit poursuivre ses efforts.

En Arabie Saoudite, le climat est très aride. Peu d'endroits reçoivent plus de 180 mm d'eau par an et il n'existe pas de cours d'eau permanent. Au sud-ouest, seule la région de l'Assir, en bordure du Yémen, peut bénéficier des moussons saisonnières venues de l'océan Indien. La pluviométrie est d'environ 250 mm d'eau en moyenne par an. Riyadh et Djeddah enregistrent respectivement des précipitations annuelles de 100 mm et de 81 mm que l'on peut comparer aux 1200 mm qui tombent en moyenne sur Paris. Dans l'Assir et dans les montagnes du Hedjaz, s'est mise en place une politique de construction de barrages pour garder l'eau des pluies de mousson afin d'y développer l'agriculture. Avant que des barrages ne fussent construits à partir des années 1960, nombreuses étaient les oasis en bordure ou en aval des cours d'eau non permanents qui étaient subitement prises sous les flots d'une

¹⁷ Sponsorat : Tout immigré qui entre en Arabie Saoudite ne peut le faire que s'il est coopté par une autorité saoudienne qui va alors l'employer. Ce sponsor servira de parrain pour les diverses formalités. Une des premières actions du tuteur consistera à lui échanger son passeport contre une autorisation de travail. Ce seul document servira alors de carte d'identité pour l'immigré et de justificatif pour toutes les activités qu'il souhaitera entreprendre.

précipitation soudaine. Certains bourgs devaient alors être entièrement reconstruits. En 1995, le royaume avait construit 200 barrages de retenue alors qu'il n'en existait que 16 en 1975. Celui dans les environs de Bisha dans le sud est le plus grand du Moyen-Orient et possède une capacité de rétention de 400 milliards de litres d'eau. Outre les oasis qui jalonnent le territoire, les cours d'eau non permanents constituent les seules ressources aquifère de surface. De la chaîne de Touaiq, qui traverse du nord au sud le plateau du Nedj partent des wadis¹⁸ qui se dirigent vers le golfe Arabo-Persique. C'est par exemple le wadi Hanifa au sud de Riyadh, ou vers l'ouest, le grand wadi Ar-Rummah. Ils n'ont pas de véritable fonction géoéconomique.

Le Nejd est ponctué par de nombreuses oasis, souvent nourries par des nappes d'eaux souterraines, notamment dans le Qasim, autour de la ville de Buraydah, au nord-ouest de Riyadh. Plus loin dans l'Arid, où s'étend la capitale du pays et autour de l'oasis d'Al Kharj plus au sud se trouvent aussi de grandes réserves d'eau fossile. La recherche de l'eau et les travaux hydrographiques furent primordiaux dans les années 80. Mieux pourvu en eau, le Hassa, province pétrolifère à l'est du Nedj, a toujours connu une certaine activité agricole, notamment autour de Hofouf et de Qatif, deux oasis marquées par une vieille présence chiite. Contrairement au Nejd, où le climat est très sec, les côtes du Hedjaz connaissent souvent un taux d'humidité étouffant.

Les nappes d'eau sont pour certaines à 200 ou 300 mètres de profondeur. D'autres sont situées autour de 1500 à 2000 mètres. Dans la province du Hassa, elles servent aussi aux puits de pétrole: l'injection souterraine permet d'améliorer le rendement d'extraction. L'eau de cette région sert aussi dans l'agriculture. Grâce à elle, non seulement le Hassa, mais aussi l'Arid et le Qasim ont vu éclore d'immenses disques de végétation verdoyante. A ce jour, le pays compte près de 4800 puits. Cette exploitation de l'eau amène des litiges entre les différents ministères car chacun accuse l'autre de trop puiser dans les ressources au risque de voir les réserves se tarir. Puiser sans mesure dans ces réserves amène deux défis. C'est tout d'abord le problème de la gestion de la ressource. En effet, ces nappes d'eau souterraines sont épuisables car ce sont des eaux fossiles. Leur emploi doit donc être réglementé, ce qui est irréalisable dans l'organisation actuelle de la monarchie. Chaque prince, l'un responsable de l'agriculture, l'autre du pétrole use de son influence pour bénéficier de l'eau à moindre coût. Le second défi est d'ordre technique puisque aujourd'hui, il faut creuser de plus en plus profond pour trouver l'eau et l'équilibre économique se pose entre la construction d'une usine de désalinisation et le forage à plus de 1500 mètres de profondeur.

Le programme de recherche de l'eau s'est mis en place dès le début des années 70. Le développement des usines de désalinisation s'est accru avec la création de la « Saline Water Conversion Cooperation ». Aujourd'hui, près de trente usines de dessalement ont été créées. Les villes sont maintenant bien approvisionnées en eau. En 70, Djeddah recevait 5 millions de litres par jour. En 80, le volume avait été multiplié par quatre. De même, Jubai sur la côte est, est devenue un vaste pôle pétrochimique. Les besoins en eau se sont accrus. Ses installations fournissaient en 80 près de 200 millions de litres par jour dont 100 étaient envoyés par pipeline vers la capitale Riyadh à 446 km à l'ouest. Ces chiffres ont triplé en 95. La construction d'un réseau d'eau par immense pipeline s'est aussi développée à partir de la même époque. Ainsi, outre le pipeline reliant Jubai à Riyadh, un pipeline a été construit entre le littoral de la mer rouge et Médine et La Mecque. Aujourd'hui, avec ses 2600 millions de litres d'eau fournis par jour par ses 33 usines, l'Arabie Saoudite est le leader mondial de la

¹⁸ Wadi(s) : nom arabe qui caractérise le(s) cours d'eau non permanent(s).

désalinisation. C'est pourquoi d'autres programmes ont pu voir le jour. Ils restent cependant peu nombreux. Par exemple, une société germano-suisse a mis en place un réseau de 3000 km de canaux d'irrigation dans l'oasis d'Hofouf, sur la côte est. Cette palmeraie mesure près de 25 km de circonférence. Enfin dans la province du Qasim, les cultures maraîchères se sont intensifiées après le développement de l'irrigation. Un dernier exemple d'irrigation concerne l'oued de Jizan au sud-est qui a vu s'expérimenter la culture de riz grâce à la nouvelle ressource en eau. Elle produit 10 tonnes par hectare et par an.

3.2. Le pétrole

La découverte du pétrole et son exploitation ont initialisé le développement et l'ouverture à la modernité du royaume. L'explosion est récente: un demi-siècle environ. Quoique convaincu des risques pour le pays d'une richesse essentiellement monolithique, la monarchie n'a pas encore mis en œuvre les pistes de diversification nécessaires à sa pérennité. L'Arabie Saoudite dispose aujourd'hui de ressources pétrolières qui lui permettent de vivre sur le rythme actuel durant environ un siècle. Le royaume se situe donc au tiers de sa «vie moderne». Afin d'éviter un tropisme éphémère en comparaison des grandes nations du monde et pour contrecarrer le déséquilibre naissant des nouvelles découvertes comme en mer noire, l'Arabie Saoudite doit s'efforcer d'engager plus avant sa politique de diversification.

Dès les années 30, avec le début de l'exploitation de l'or noir dans le monde, les américains arrivent en Arabie saoudite, forts de leur expérience dans le domaine. Le pétrole sera découvert en Arabie Saoudite en 1939 à Abqaiq, ville de la province du Hassa, à l'est du pays. L'influence américaine se poursuit avec la concession sur toute la partie orientale du royaume, obtenue par les américains de la Standard de Californie auprès du souverain d'Arabie Saoudite, Abdelaziz Ibn Saoud. Les américains sont alors alléchés par les découvertes de Bahreïn et du Koweït. En novembre 1933, la Californian Arabian Standard Oil Company est créée. En 1936, la Texas Company s'associe pour moitié avec la nouvelle société. Cette dernière devient en 1939 l'ARAMCO (ARabian-AMerican Oil COmpany)¹⁹. Il faudra attendre la seconde guerre mondiale pour que l'Arabie Saoudite soit considérée par les Etats-Unis comme un élément essentiel de leur sécurité nationale. Avant cette période, le facteur pétrolier est considéré comme secondaire. Désireux de s'émanciper de l'influence britannique, le roi Abdelaziz Ibn Saoud entame des contacts avec les puissances de l'Axe. Dans la conjoncture dramatique de l'année 1941, le président Franklin Delano Roosevelt s'en inquiète. L'établissement de relations privilégiées entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite est le résultat d'un choix clairement assumé. Pour le roi, les Etats-Unis peuvent remplacer avantageusement l'Allemagne défaite et agir ainsi en contrepoids de la Grande-Bretagne. Pour Roosevelt, l'installation des Etats-Unis en Arabie saoudite doit constituer un nouveau modèle de coopération entre Arabes et Occidentaux. Pour Roosevelt comme pour Ibn Saoud, l'ARAMCO, qu'ils finalisent en 44, doit apporter des revenus supplémentaires à un état en crise financière permanente et aider à la modernisation du pays par la construction des infrastructures de base: voies de communication, structures d'enseignement, hôpitaux, etc.... La fin de la seconde guerre mondiale et les besoins énergétiques qui résultent du besoin de reconstruire l'Europe mettent en avant le golfe Persique et en particulier l'Arabie Saoudite comme pôle stratégique essentiel.

¹⁹ ARAMCO : voir note page 13

Les dernières estimations sur les réserves de pétrole dans le monde s'élèvent à 160 milliards de tonnes, dont 100 au Proche-Orient et 120 contrôlés par l'OPEP. Sur les 160 milliards de tonnes, 25% appartiennent à l'Arabie Saoudite (40 milliards de tonnes), 15% en Amérique latine (24 milliards de tonnes), 10% à l'Iran (16 milliards de tonnes), 10 à l'Irak 10 au Koweït, 10 aux EAU, 6% à la Russie (10 milliards de tonnes), 3% en Amérique du nord. Le Proche-Orient dispose donc des deux tiers des réserves mondiales. C'est un redoutable monopole qu'on ne rencontre pour aucune autre source d'énergie ou de matière première. Contrairement à une idée communément répandue, les réserves prouvées de pétrole dans le monde augmentent régulièrement. Cela dit, cette amélioration de la situation est due en grande partie à l'accélération de la prospection. Peu de nouveaux gisements de grande taille sont découverts. On tire surtout le maximum des gisements existants, en y forant des nouveaux puits. L'industrie pétrolière saoudienne représente actuellement la principale richesse nationale: 1/3 du PNB mais seulement 2p.100 de la population active. Bon nombre de postes de travail sont doublés voire tenus par l'assistance technique américaine. Le pays est actuellement le premier producteur et le premier exportateur mondial de pétrole. L'essentiel de la production provient de l'est du pays, dans la province du Hassa. Les forages en mer se font dans le golfe Arabo-Persique. Pour faciliter le transport du pétrole brut vers les principaux marchés, une politique de construction des pipelines a été mise en place. L'oléoduc transarabique, connu sous le nom de Tapline, a été achevé en 1950. Il transporte le pétrole brut vers Saïda au Liban. Un autre oléoduc, qui relie les champs pétrolifères de l'est du pays autour de Jubaï avec le port de Yanbu sur la mer Rouge, a été terminé au début des années 1980. C'est le Petroline. Néanmoins, la plus grande partie du pétrole continue à être exportée à partir des terminaux du golfe Arabo-Persique, particulièrement les ports de Ras Tanoura et de Damman. Mais aujourd'hui, un des problèmes majeurs reste l'acheminement du brut. L'oléoduc Hassa-Saïda est trop vulnérable. Il est alors sous exploité voire parfois inutilisé. Actuellement, un quart du pétrole transite par l'oléoduc Damman-Yanbu. Les trois quarts restants passent par le détroit d'Ormuz ce qui explique que la libre circulation dans ce lieu soit un des éléments principaux de la stratégie américaine au Moyen-Orient.

L'Arabie dispose de 15% de la production mondiale de pétrole. La capacité de production est de 10 millions de baril par jour. Le pays en exporte aujourd'hui 7,4 contre 5,4 durant la guerre du Golfe. Il peut maintenir ce rythme pendant un siècle. Le royaume touche de l'exploitation de l'or noir depuis 1990 près de 100 millions de dollars par jour. En matière de capacité de production, l'Arabie Saoudite est 2^{me} derrière l'URSS avec 17%. Les 13 producteurs de l'OPEP assurent 50% de la production mondiale. La part de Riyadh est de 34% au sein de l'OPEP. Les nouvelles découvertes au Mexique, au Venezuela et en mer noire peuvent changer l'équilibre. 53% de la production va en Europe occidentale, 15% au Japon et 5 aux USA. Du fait de la découverte de pétrole en mer du nord, les Britanniques sont désormais indépendants du pétrole saoudien. Même si le coût d'exploitation est assez élevé, il reste économiquement viable dès lors que les prix du baril montent. D'où le péril dans certains pays occidentaux comme la France et au Japon si une instabilité se développe à Riyadh. Les plus grands exportateurs vers l'Arabie Saoudite sont les USA, le Japon, la RFA, l'Italie et la France.

Le pétrole est une arme politique essentielle que les saoudiens savent employer à bon escient. Après que les Israéliens, les Britanniques et les Français eurent conjointement attaqué l'Égypte en 1956, l'Arabie Saoudite durcit ses relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne et la France, et cesse d'approvisionner leurs tankers en pétrole. Après la crise de Suez, le roi Saoud effectue une visite aux États-Unis en janvier 1957: en échange de facilités en Arabie Saoudite, dont la base aérienne de Dahrhan, les États-Unis fourniront des armes au

pays. Lors d'une conférence à Bagdad du 10 au 14 septembre 1960, l'Arabie Saoudite, l'Irak, l'Iran, le Venezuela et le Koweït fondent l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP)²⁰ afin de coordonner leurs politiques et de maintenir les prix du pétrole. En 1967, pendant la guerre des Six Jours, le roi Fayçal exprime son soutien total au président égyptien Gamal Abdel Nasser et toutes les exportations de pétrole d'Arabie Saoudite vers la Grande-Bretagne et les États-Unis sont suspendues. Toutefois, les relations diplomatiques ne sont pas rompues. Le commerce du pétrole reprend après la défaite arabe. Lors de la guerre du Kippour, l'Arabie Saoudite joue un rôle décisif en suspendant brièvement les livraisons de pétrole vers les pays qui ont soutenu Israël et en multipliant par quatre le prix mondial du pétrole. Le choc pétrolier mondial et la participation majoritaire acquise en 1974 par l'Arabie Saoudite dans la société ARAMCO, augmentent fortement les revenus du gouvernement et permettent de financer un plan important de développement économique. Sur l'initiative du ministre du pétrole, le cheikh Yamani, le royaume prend le contrôle total des actifs d'ARAMCO à partir de janvier 1976. Son influence empêche l'OPEP d'augmenter les prix comme le souhaite la majeure partie des pays membres. Une grande partie des pétrodollars qui entrent dans le pays sont réinvestis à l'ouest ou utilisés pour acheter des armes, mais des problèmes tels que l'inflation et un rythme de développement difficile à gérer subsistent. L'Arabie Saoudite apparaît, avant tout, comme un pays soucieux de ne pas afficher sa dépendance. La priorité de sa diplomatie est de minimiser cette dépendance, afin de ne pas donner prise à la critique de ceux qui lui reprochent de n'être qu'un pion américain au Moyen-Orient.

Au cours du XXème siècle, le pétrole a acquis son statut de produit stratégique du fait des progrès dans les techniques, donc du besoin grandissant de cette ressource énergétique. Or dans le monde, à l'exception des ressources du Moyen-Orient, les réserves prouvées et exploitables sans difficulté particulière ne couvriraient les consommations attendues que jusqu'en 2030. Cela renforce le caractère stratégique du pétrole de cette région. Par ailleurs, les coûts d'exploitation de ce pétrole sont particulièrement intéressants. Cela tient au type de sol de la région. Le rendement des puits est beaucoup plus important que le rendement moyen des puits situés dans la plupart des autres zones pétrolières. Le prix d'exploitation est donc plus bas. Le différentiel des coûts d'extraction et d'exploitation est de 1 dollar par baril dans le Golfe pour 20 à 30 dollars dans les zones pétrolières britanniques du Nord. Les Saoudiens sont parfaitement conscients qu'ils sont en quasi situation de monopole. C'est ce qui fait pour eux, vis à vis des Occidentaux, le principal intérêt. Pour les Saoudiens, il faut donc intéresser ces puissances à la protection du régime. C'est ce qu'ils font en garantissant un approvisionnement ininterrompu et bon marché en ressources énergétiques, en réinvestissant chez leurs partenaires leurs surplus et en achetant auprès d'eux des armements.

L'importance stratégique des richesses pétrolières dans le Golfe est accentuée par le clivage interne du monde musulman entre les chiites représentés par l'Iran et l'Irak et les sunnites, essentiellement saoudiens. On lit généralement que le maintien de bas prix du pétrole constitue pour l'Arabie Saoudite une stratégie non seulement sécuritaire, mais aussi économique. En effet, le pétrole saoudien est tout d'abord celui qui coûte le moins cher à extraire, donc le plus rentable ou même l'un des seuls qui le demeure en cas de " guerre des prix " comme en 1986. Plus les prix sont bas, plus la part saoudienne du marché mondial est élevée. Une hausse des prix du pétrole réduit au contraire la consommation pétrolière mondiale et stimule la recherche dans d'autres régions, donc les découvertes, ce qui a pour

²⁰ Voir note page 8

effet de diminuer les achats de pétrole saoudien. Elle réduit notamment la part de l'Arabie Saoudite dans la production des pays de l'OPEP, donc son influence au sein de cette organisation. Si la logique économique consiste à maximiser les recettes d'exportation pétrolière, il faut que la hausse des prix compense la baisse des quantités exportées. Un argument supplémentaire à l'encontre des prix élevés est que cela stimule l'utilisation des énergies de substitution et pénalisant donc principalement les pays disposant de réserves " longues ". On peut donc considérer que l'Arabie Saoudite a non seulement un intérêt économique intrinsèque à de bas prix du pétrole, mais aussi elle y trouve un intérêt ponctuel, en période de surcapacités importantes chez de nombreux producteurs. En cas d'entente possible entre un nombre limité de producteurs détenant la quasi-totalité des capacités de production inemployées, leur intérêt économique est d'opérer une limitation concentrée de la production afin que les prix montent. La bonne politique consiste alors à ne pas laisser les prix s'envoler de façon à garder ses clients. Un argument supplémentaire parfois avancé en faveur de l'intérêt de l'Arabie Saoudite pour de bas prix du pétrole est qu'elle ne trouverait pas avantage à créer des difficultés à l'économie occidentale, puisqu'elle en est fortement dépendante.

Aujourd'hui, le rôle de l'OPEP s'atténue au profit du couple américano-saoudien, qui réussit à imposer sa politique tant aux exportateurs qu'aux importateurs. L'OPEP ne fait plus la loi. Certains pays qui la constituent comme la Libye et l'Irak rendent difficile une politique homogène. Le retour de l'Irak avec ses capacités de production d'environ 2 millions de barils par jour perturbera l'équilibre aujourd'hui établi. Les recettes devront être maintenues. C'est pourquoi une certaine effervescence se développe au Moyen-Orient chaque fin d'année lorsque l'ONU doit délibérer sur la prorogation de la résolution concernant l'embargo irakien. Le nouvel équilibre est fragile.

En conclusion, même si les ressources pétrolières garantissent encore un siècle de vie prospère à l'Arabie Saoudite, des menaces existent. Ce sont les risques de dérèglement du cours du pétrole par l'arrivée du Yémen ou le retour de l'Irak sur le marché. Le comportement de l'Iran concernant le détroit d'Ormuz présente aussi un pôle d'instabilité latent. C'est enfin la quasi unicité de forme de ressource qui rend fragile la richesse actuelle du royaume. L'Arabie Saoudite doit poursuivre sa politique de diversification de son économie.

3.3. Le gaz

Producteur de gaz, l'Arabie Saoudite doit imposer sa place parmi les autres fournisseurs mondiaux. Le développement de cette activité économique peut avoir deux conséquences. D'un côté, il permet d'atteindre partiellement l'objectif de diversification économique du royaume. De l'autre, il accroît les tensions avec les pays limitrophes très riches en gaz et pour lesquels les problèmes de frontière ont des conséquences essentielles en matière de répartition de ressource.

L'Arabie Saoudite produit des quantités importantes de gaz naturel: la production annuelle dans le Moyen-orient est de 37,7 milliards de m³. Le gaz liquéfié dans cette région représente un tiers des réserves mondiales. 6^{ème} au rang mondial avec 3,4 milliards de m³ de gaz naturel et 5 milliards de gaz liquide, ses seuls concurrents dans cette région du monde sont l'Iran (deuxième producteur derrière la Russie) et le Qatar. Un immense complexe a été

conçu puis construit pour rassembler le gaz associé c'est à dire celui extrait avec le pétrole brut. Totalfina et Elf ont proposé des investissements dans l'amont de la chaîne des hydrocarbures en vue de la valorisation des ressources gazières. Cela permettrait ainsi le développement de la diversification. Par exemple, l'éthane récupéré sert de matière première pour les usines pétrochimiques de Jubail et Yanbu comme pour le fonctionnement des centrales électriques. Mais les principaux gisements se trouvent en Iran, au Qatar, et dans une moindre mesure au Sultanat d'Oman et dans les Emirats arabes unis et chacun développe une stratégie similaire.

D'un autre côté, la consommation de gaz dans le monde ne cesse d'évoluer. Le gaz est une énergie propre. C'est aujourd'hui un facteur écologique important. Cette ressource rattrape la position du pétrole et de l'énergie nucléaire. La présence de gaz est, en même temps, un secteur d'industrialisation et de développement des techniques de pointe puisque le gaz est généralement exporté sous forme liquéfiée.

Le gaz donne naissance à de nouvelles routes gazières, essentiellement maritimes, mais sans qu'il faille exclure la création de gazoducs. L'autre trait important de la montée en puissance du fait gazier dans cette partie du monde, est que l'essentiel des exportations de gaz de la région est destiné à l'Asie. En 1973 la consommation de gaz représentait 18% de la consommation énergétique mondiale. En 1995 elle s'élevait à 25%. Il devient naturel de penser que le gaz est un nouveau facteur de diversification géo-économique pour l'Arabie Saoudite. Une telle évolution de l'économie gazière peut modifier le visage économique de la région dans la mesure où la substitution du pétrole par le gaz favorise une industrialisation à mi-chemin entre les zones de production et les zones de consommation.

Les conséquences géopolitiques sont également très importantes puisque, à lui seul, l'Emirat du Qatar représente la plus grande part des réserves de gaz du Golfe. La présence de cette nouvelle richesse ne peut qu'aviver les tensions entre le Qatar et l'Arabie Saoudite notamment en matière de délimitation territoriale et maritime. L'édifice géopolitique du Golfe peut d'un côté être fragilisé. De l'autre, il apporte à la région de nouvelles perspectives.

3.4. L'agriculture

Bien que peu enclin à développer son secteur de l'agriculture dans un environnement si austère, le royaume d'Arabie Saoudite s'est lancé dans les années 70/80 dans ce gigantesque défi. L'objectif était multiple. Tout d'abord, il permettait de juguler l'urbanisation effrénée liée au modernisme et freiner ainsi l'exode rural. Ensuite, il ouvrait une piste à la diversification économique. Mais, une génération plus tard, le résultat est contrasté. Certes, l'autosuffisance alimentaire est assurée mais le prix à payer est exorbitant. De plus, pour arriver à cette fin, les ressources aquifères fossiles ont été surexploitées au point d'obérer l'avenir ce qui relativise les résultats obtenus dans ce domaine.

L'agriculture emploie 9% de la population active et représente 7% du PNB. L'aridité du pays explique pourquoi seulement 0,2% du territoire saoudien est effectivement cultivé. Le développement de l'agriculture s'est affirmé plus pour des raisons sociales comme le maintien en milieu rural des bédouins que pour des raisons économiques. L'usine de vaches laitières à Al Kharj, au sud est de Riyadh, fournit 20 000 litres de lait par jour à la capitale. C'est une des plus grandes exploitations de ce type au monde. De même, la consommation en poulets et

œufs est satisfaite à hauteur de 97%. La très forte assistance par des subventions a freiné l'urbanisation et voulait aussi susciter des initiatives privées là où le saoudien est plus attiré par la spéculation immobilière. Entre 75 et 85, les terres cultivées ont progressé de 1300 %. Les cultures des terrasses dans le Hedjaz furent possibles en 80 grâce à la main d'œuvre yéménite mais celle-ci déserte aujourd'hui pour aller construire les infrastructures modernes de Djeddah et de Riyadh.

L'Arabie Saoudite ayant longtemps été un pays importateur de produits alimentaires, l'agriculture est un secteur clé du développement. Aussi, l'irrigation a-t-elle été fortement développée ces dernières décennies. Aujourd'hui, les principales cultures de l'Arabie Saoudite sont le blé (entre 75 et 85, la production a été multipliée par 400 pour arriver en 86 à 2,3 million de tonnes. Aujourd'hui 4 millions de tonnes sont produits et le pays est même exportateur), les pastèques (435000 tonnes), les dattes (505000 tonnes) et les tomates (435000 tonnes). Les autres cultures importantes sont l'orge, les produits laitiers, les oignons, le raisin et les agrumes.

L'exemple de la culture du blé est caractéristique de la politique agricole en Arabie Saoudite. Ainsi, les autorités se fixent en 80 l'autosuffisance comme objectif pour des raisons stratégiques évidentes. Avec un prix d'achat incitatif de 1000 dollars la tonne alors que le cours moyen est de 110 à 120 dollars, la production croît à un rythme fulgurant de près de 100% par an pour arriver à l'autosuffisance en 85/86 puis au dépassement des besoins. C'est la naissance d'une génération de « princes farmers ». La mazraa (la ferme) apparaît près des oasis car la terre est offerte par le roi. Les prêts sont à taux bonifiés. Par une société ad hoc, l'état rachète la production et la revend sur le marché national voire international. Dans les années 91/92, la production de blé atteint 3,9 millions de tonnes ce qui place l'Arabie Saoudite au 7^{ème} rang des exportateurs au niveau mondial (2.5% de la production mondiale en 91/92, 2.6% en 92/93). Mais les subventions sont de 2.1 Mds de dollars. Les difficultés budgétaires ramènent la production au niveau de l'autosuffisance, puis font évoluer la production vers l'orge moins consommateur d'eau et pour lequel le pays est importateur. Les conditions de rachat deviennent moins attractives. De plus, la nappe phréatique est épuisée dans certaines régions et dans d'autres les nappes d'eau fossiles ont été sur exploitées. Les perspectives montrent qu'à ce rythme le pays n'aura plus d'eau fossile en 2005.

Ainsi, l'Arabie Saoudite a démontré que le secteur de l'agriculture pouvait se développer dans un environnement aussi austère. Certes le coût fut prohibitif : le miracle s'est appelé pétrodollar. Mais il a permis au royaume d'être indépendant dans ce secteur et de sédentariser, tout du moins au début, une partie de la population.

3.5. Le contrôle des ressources

Par le passé, l'économie de l'Arabie Saoudite s'appuyait sur l'agriculture et l'élevage. Mais depuis la découverte du pétrole, le gouvernement a cherché à diversifier ses ressources dans la pétrochimie et les secteurs connexes. Des investissements importants ont été faits. Ils ont visé à améliorer les infrastructures en développant les routes, les aéroports, les ports maritimes et l'industrie énergétique. Le milieu industriel en général et l'agriculture ont aussi fait l'objet d'une attention particulière. L'absence de main-d'œuvre formée ou qualifiée a entravé les efforts fournis. De plus, la culture saoudienne freine la diversification des ressources. Les Saoudiens sont pour la plupart des « managers » et s'appuient sur la population immigrée.

Après la découverte du pétrole, un premier pas s'est engagé lors de l'instauration d'une politique de traitement du brut afin d'accroître la valeur ajoutée sur l'or noir. Aujourd'hui, de grands sites pétrochimiques existent, surtout dans la région du Hassa à l'est, mais ils sont saturés. Les besoins en pétrole au niveau mondial ont aussi nécessité le développement des infrastructures dans le royaume. Le port de Yanbu dans la mer rouge ainsi que celui de Djeddah ont dû prendre une dimension en rapport avec l'extension du royaume. Ainsi, de grands complexes de cimenterie sont apparus à la fois pour développer les infrastructures portuaires et aéroportuaires mais aussi le réseau routier et bien sûr l'immobilier urbain. L'industrie de transformation a été diversifiée depuis les années 1970. Les principaux produits sont le pétrole raffiné, la pétrochimie et dans une moindre mesure l'agroalimentaire, le textile et les engrais. Le pays produit annuellement environ 68 milliards de kilowattheures.

Les axes de diversification de l'économie fondés sur les richesses géologiques du royaume sont peu nombreux. Dans le sud, dans le prolongement du Hedjaz, la province de l'Assir est une région riche en minerais (Cu, Zn, Ni). Différents minéraux sont exploités dans la région, notamment l'or, l'argent, le soufre, le sel, le calcaire, le gypse, le marbre, l'argile. Cette activité reste marginale. Elle n'occupe que quelques entreprises locales.

D'autres domaines économiques sont encore à développer mais il faudra au préalable vaincre l'archaïsme des oulémas. En effet, contrairement aux autres pays du Golfe comme les EAU, les télécommunications sont de faible qualité. Il n'existe pas de réseau mobile. Un contrat est en cours de réalisation avec la société ATT. Son montant est de 4 milliards de dollars. Enfin, la télédiffusion est quasi inexistante, même si une structure satellitaire paraît être la plus efficace et la plus rentable.

Aujourd'hui, le poids de plus en plus lourd se fait sentir dans le budget en ce qui concerne les dépenses d'infrastructure et d'entretien: routes, ports, aéroports et télécommunications. Il est la conséquence d'une volonté initiale qui n'a pas été suivie dans la durée. L'ambition du pays dans les années 70 est l'industrialisation: traiter une partie des ressources sur place pour exporter des produits valorisés comme le cuivre, le fer et le pétrole. La monarchie espère ainsi développer la pétrochimie et la sidérurgie lourde. Le but du premier plan des années 70/74 était de réduire à 50 % du PIB la part du pétrole. Cet objectif n'a jamais été atteint. Il a toujours oscillé dans les années 70 entre 70 et 80 %. Les 20 à 30 % restants venaient du secteur de la production dans l'industrie, de l'agriculture et du tertiaire: constructions, transport, communication, commerce, assurance. L'industrie est restée marginale en Arabie Saoudite et n'a pas pu avoir alors d'influence sur le plan social. Les années 80 ont vu la montée en puissance de la pétrochimie et de la sidérurgie. Le second plan a été consacré à l'équipement général et à l'accueil. Ce fut le développement des aéroports, ports et réseaux routiers afin d'éliminer les goulots d'étranglement. Le réseau de routes est passé de 10 000 km en 73 à 20 000 en 80 pour être en 90 aux environs de 110 000 km et 130 000 km en 95. Dans le milieu des années 80, trois aéroports de dimension internationale émergent du désert dans les trois grandes villes saoudiennes de Riyadh, Djeddah et Dammam. En 99, le pays compte 23 aéroports. De même, les hôpitaux se construisent dans les villes moyennes comme Jisan, Médine, El Khobar et Hofouf mais le nombre de lits reste insuffisant. Ce sont des cliniques privées égyptiennes ou libanaises qui viennent combler le déficit mais au détriment de l'instauration d'une médecine à deux vitesses.

Ainsi, quel que soit le secteur d'activité, un même comportement caractérise les forces vives du royaume. Les Saoudiens monopolisent les fonctions de direction et de gestion

dans l'administration, la défense, l'industrie et le commerce. Ce sont essentiellement des « managers ». Les ressortissants des pays voisins fournissent la main d'œuvre banale. L'attitude sociale devant le travail manuel laissé aux immigrés est malsaine et dangereuse dans un pays en voie de développement. C'est une source d'instabilité. La dépendance vis à vis de l'étranger est quasi totale non par manque de capitaux mais de bras et de cadres qualifiés. La minorité saoudienne dans les différents milieux économiques peut amener le développement d'idées subversives qui contamineraient les basses classes saoudiennes. Les Saoudiens sont plus attirés par le commerce et la représentation lucrative des firmes étrangères au travers du « sponsoring », par le travail à la commission, que par l'entreprise de production aux risques plus nombreux et à la rentabilité plus faible. La génération de jeunes émirs, de plus en plus nombreuse, n'a que l'armée, peu lucrative, ou le business pour s'enrichir. Le pouvoir reste aux anciens. Mais tout de même, la richesse n'est pas aux seules mains de la famille Saoud car une forte bourgeoisie commerçante s'est développée avec l'expansion du pays. Les moins bien lotis sont les fonctionnaires et les militaires qui sont nombreux à cumuler deux activités comme par exemple officier et gestionnaire de garage dans le quartier aux voitures de Riyadh.

L'Arabie Saoudite a choisi de diversifier ses options économiques depuis les années 70 sans jamais y parvenir entièrement. La base économique s'est tout de même élargie plus fortement depuis dix ans. Le secteur non pétrolier s'est accru, de même que le secteur privé. Les infrastructures se sont encore développées avec des réalisations en matière d'urbanisme remarquables. Mais les investissements restent faibles. Les autorités saoudiennes ont conscience qu'un redéploiement économique et commercial est nécessaire d'ici les 15 à 20 prochaines années en raison du fort accroissement démographique prévisible (doublement de la population d'ici 20 ans), de la fluctuation de la rente pétrolière, de la politique de saoudisation des emplois à mettre en œuvre dans un tel contexte et de la nécessité de garder le contact technologique avec les puissances mondiales les plus avancées. L'objectif reste le même : diversifier le potentiel industriel et effectuer une meilleure valorisation corrélative des matières premières produites. Ce sera certainement un enjeu majeur pour le successeur du roi Fahd.

4. Conclusion

A l'aube du XXIème siècle, l'Arabie Saoudite occupe une place particulière sur l'échiquier mondial. En effet, cette monarchie fondée sur un islam intégriste, le Wahhabisme, est soucieuse de son influence dans le monde arabe en général et dans la région du Golfe Persique en particulier. Mais, malgré d'importantes ressources et un accroissement de ses capacités militaires, le bilan est contrasté. La richesse du royaume est monolithique. La population active saoudienne est peu nombreuse. Ce constat oblige Riyadh à se placer sous la protection des Etats-Unis. Ce difficile équilibre, unique entre Islam et Occident, a souvent amené l'Arabie en position de médiateur au sein du monde arabe, entraînant ainsi une politique extérieure complexe.

Les vrais défis, pour la Maison des Saoud, sont d'ordre intérieur. La stabilité, pour ne pas dire la sclérose du pouvoir et de l'administration depuis une trentaine d'années, contraste avec la démographie du royaume. Quelques pistes ont été ouvertes avec la loi fondamentale sur les provinces publiée en 1992 qui offre un cadre à une décentralisation accrue. L'un des scénarios parfois avancés évoque une fédération arabe, dans laquelle les émirats du Golfe

s'agrègeraient plus ou moins à l'Arabie Saoudite dont les provinces auraient avec Ryadh un lien plus lâche qu'à l'heure actuelle. Cette organisation transparait déjà aujourd'hui puisque chaque province du royaume est dirigée par un émir de la famille Al Saoud. Mais l'échec de la partition du Yémen, soutenue par l'Arabie Saoudite lors de la guerre civile yéménite, contredit cette tendance.

Parmi les problèmes que va devoir affronter l'Arabie Saoudite dans les années qui viennent, celui de la succession du roi Fahd, souvent évoqué, ne devrait pas être le plus important. On peut à prime abord considérer cette question comme virtuellement réglée depuis qu'il a confié la régence à son frère le prince Abdallah. Mais ce dernier, qui symbolise la tradition du « charf » c'est à dire l'honneur et la noblesse, doit accroître son expérience des affaires internationales. Le prince Sultan est plus ambitieux et devra faire ses preuves.

L'appui stratégique des Etats-Unis à l'Arabie Saoudite, indéfectible depuis plus de cinquante ans, ne devrait pas être remis fondamentalement en cause. Cependant, les évolutions possibles en Irak et en Iran, où Washington pourrait à nouveau avoir des intérêts, risquent dans l'avenir de relativiser l'importance du royaume dans la politique américaine au Moyen-orient. Après avoir été le second des " piliers jumeaux " de cette politique, l'Arabie est devenue en quelque sorte son unique pilier après la chute du chah d'Iran. A long terme, la situation ne saurait durer et des voix, qui n'appartiennent pas toutes au lobby pro-israélien, s'élèvent déjà aux Etats-Unis pour réduire cette dépendance de la diplomatie américaine dans le Golfe à l'égard des dynastes saoudiens.

L'immobilisme tant structurel que géoéconomique n'est pas rassurant, surtout lorsqu'il se superpose à une forte croissance démographique dans un environnement de ressources à horizon limité. Le royaume d'Arabie Saoudite se doit de poursuivre sa mutation alors qu'il dispose encore du pétrole et que sa population est jeune et peu nombreuse. Dans une ou deux générations, la donne aura changée. Le roi Fahd avait annoncé il y a déjà quelques années: «l'avenir de la monarchie saoudienne dépend beaucoup de sa capacité à dégager cette solution islamique des problèmes de notre temps » ce qui est difficile quand on est lié au mouvement wahhabite. Si le chemin semble long, le temps, dans sa conception occidentale, s'amenuise. Si dans notre schéma intellectuel, le parcours saoudien apparaît difficile, dans la culture arabe, il en est certainement autrement : pour les Saoudiens, le temps ne compte pas.

Bibliographie

Ouvrage – Albin Michel	1978	Le royaume d'Arabie Saoudite à l'épreuve des temps modernes	Soulier Jean-Louis et Champenois Lucien
Ouvrage - PUF	1981	L'Arabie Saoudite, cité de Dieu, cité des affaires, puissance internationale.	De Bouteiller Georges
Le Monde	11/89	Ainsi l'Arabie est devenue Saoudite. Les fondements de l'Etat saoudien	El Kareh Rudolf
Le Monde	11/90	Les constats d'amnesty international : Arabie saoudite: tortures et amputations	
Le Monde	03/91	Dossier: Le Golfe en feu. Comment l'Arabie saoudite prépare la relève à Bagdad	Jabar Faleh A.
Le Monde	01/92	Désengagement de Moscou et de Washington, ingérence des puissances régionales. L'Afghanistan s'installe dans la fragmentation	Harrison Selig S.
Le Monde	08/92	Pourquoi Ryadh préfère le parapluie américain	Laurens Henry
Le Monde	08/92	Un royaume bâti sur du sable . Les nouveaux visages de la contestation islamique en Arabie Saoudite	Gresh Alain
Le Monde	02/95	Un royaume mortifère. Les fruits amers du wahhabisme	Hallaq Boutros
Le Monde	08/95	Arabie Saoudite. La paix avec Israël?	Gresh Alain
Le Monde	08/95	"La dictature protégée". Un débat interdit	Gresh Alain
Le Monde	08/95	La plus obscure des dictatures. Bourreaux et censeurs	Gresh Alain
Le Monde	08/95	Fin de règne en Arabie saoudite	Gresh Alain
Ouvrage – Albin Michel	1995	Arabie Saoudite : la dictature protégée	Foulquier Jean-Michel
Encyclopédie Universalis	1995	L'Arabie Saoudite	
Ouvrage - IITI	1998	Arabie Saoudite : découverte d'un royaume	Nasser Ibrahim Rashid et Esber Ibrahim Shaheen
Encyclopédie Encarta	1998	L'Arabie Saoudite	
Ouvrage - Ellipse	1999	Introduction à l'analyse géopolitique	Chauprade Aymeric
Ambassade de France en Arabie Saoudite	1999 2000	Revue de presse	

Annexe : carte du royaume d'Arabie Saoudite

